Tribunal
administratif
du travail
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2016 – 2017

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Liste des questions
RP1	Depuis 2011-2012, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2016-2017.
RP2	Depuis 2011-2012, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2016-2017.
RP3	Depuis 2011-2012, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
RP4	Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, et ce, depuis 2011-2012. **(Annexe 1)**
RP5	Depuis 2011-2012, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité. **(Annexe 2)**
RP7	Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis 2011-2012, par année financière. Fournir : a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des membres du conseil d'administration; c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
RP8	Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants ventilés depuis 2011-2012, par année financière : a) des frais de déplacement; b) des frais de représentation; c) des frais de repas; d) des frais de voyage; e) de frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
RP10	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Indiquer l'évolution depuis 2011-2012, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

#	Liste des questions
RP11	Depuis 2011-2012, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
	Commission des lésions professionnelles (CLP)
RP120	Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.
RP121	Pour les cinq dernières années, nombre de dossiers ouverts par division, nature de ces dossiers et délai moyen de traitement.
RP122	Pour les cinq dernières années, délai moyen entre le dépôt d'un appel et la décision, et nature des décisions.
RP123	Liste des représentants patronaux et syndicaux et des assesseurs reconnus en indiquant le total des frais et honoraires remboursés par la CLP au cours des cinq dernières années.
RP124	Nombre de conciliateurs et nombre d'ententes hors cour entérinées par le tribunal au cours des cinq dernières années.
RP125	Nombre et pourcentage de désistements enregistrés à la CLP et principaux motifs invoqués au cours des cinq dernières années.
RP126	Nombre de remises demandées par les employeurs, la CLP ou les travailleurs au cours des cinq dernières années.
RP127	Nombre d'avis traités par le BEM et nombre d'avis renversés par la CLP au cours des cinq dernières années.
RP128	Pourcentage de décisions donnant gain de cause aux demandeurs et pourcentage donnant gain de cause aux appelants pour les cinq dernières années.
RP129	Nombre de plaintes logées à la CLP et nature des plaintes au cours des cinq dernières années.
RP130	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis 2011-2012 et fournir les prévisions pour 2016-2017.
	Conseil des services essentiels (CSE)
RP182	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et la nature des décisions rendues.
RP183	Délais de traitement moyens.
RP184	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers réglés par médiation.
RP185	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre et la nature des décisions rendues, par secteur d'intervention.
RP186	Mesures de réparation imposées par le CSE au cours des cinq dernières années.

#	Liste des questions
RP187	Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de l'abolition du Conseil des services essentiels et de l'intégration de ses activités à la Commission des relations du travail.
RP188	Liste des dépenses de fonctionnement, par année, depuis 10 ans.
RP189	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis 2011-2012 et fournir les prévisions pour 2016-2017.
	Commission des relations du travail (CRT)
RP190	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et transmettre les décisions. Fournir une ventilation par année.
RP191	Au cours des cinq dernières années, fournir une liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un secrétaire, un secrétaire-trésorier ou un cadre municipal devant la CRT.
RP192	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et préciser la nature des ordonnances.
RP193	Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.
RP194	Depuis l'année 2011-2012, par mois, et selon le Code du travail ou les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).
RP195	Depuis l'année 2010-2011, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).
RP196	Budget de fonctionnement de la CRT depuis 2011-2012, par année financière.
RP197	Effectif de la CRT depuis 2011-2012, par catégorie d'emploi, par année financière.
RP198	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis 2011-2012 et fournir les prévisions pour 2016-2017.
RP199	Depuis 2011-2012, par année financière, le nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés et fournir une ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.
RP200	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs, depuis cinq ans, par année financière.
RP201	Évolution du nombre de dossiers traités par médiateurs/conciliateurs, depuis cinq ans, par année financière.

#	Liste des questions
RP202	Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.*
RP203	Nombre de dossiers liés à la *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées* (PL 57).
RP204	Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis 2011-2012, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
	Tribunal administratif du travail (TAT)
RP205	Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de la création du Tribunal administratif du travail.
RP206	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CLP et de la CRT.
RP207	Coûts associés à la fusion de la CLP et de la CRT.
RP208	Impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur le niveau d'effectifs, exprimé en ETC, en nombre d'employés, ventilé par type d'emploi.
RP209	Préciser l'impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, départs à la retraite, fins de postes, mises en disponibilité, nominations.
RP210	Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP211	Ventilation du budget de fonctionnement du Tribunal administratif du travail.
RP212	Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par le Tribunal administratif du travail.
RP213	Copie des avis et directives émis en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP214	Coûts associés à la mise en place du Tribunal administratif du travail, notamment : a. la formation; b. la publicité; c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique; d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement; e. les baux résiliés et locaux vacants; f. achat de matériel; g. tout autre coût de transition.

Annexe 1 – Rapports mensuels au Ministre (Question RP4)

Annexe 2 – Liste des formations (Question RP5)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP1

DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ). FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

A – Commission des lésions professionnelles (CLP)

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1er avril 2015 et le 31 décembre 2015.

LOGICIELS	
Achat	37 162 $
Entretien	381 143 $
MATÉRIEL	
Achat	106 314 $
Entretien	4 993 $
SERVICES PROFESSIONNELS	
Internes (personnel de la CLP)	1 299 653 $
Externes (Entretien du système de mission)	6 485 $
TÉLÉCOMMUNICATIONS	
CSPQ	595 977 $
Externes	5 270 $
TOTAL	**2 436 997 $**

B – Commission des relations du travail (CRT)

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1er avril 2015 et le 31 décembre 2015.

MATÉRIEL	
Achat	1 328 $
SERVICES PROFESSIONNELS	
CSPQ et MTESS	568 979 $
Externes	843 $
TOTAL	**571 150 $**

.../2

C – Tribunal administratif du travail (TAT)

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1er janvier au 29 février 2016.

LOGICIELS	
Achat	6 083 $
Entretien	10 925 $
MATÉRIEL	
Achat	20 765 $
Entretien	7 196 $
SERVICES PROFESSIONNELS	
Internes (personnel de la CLP) Externes (Entretien du système de mission)	433 218 $ 71 880 $
TÉLÉCOMMUNICATIONS	
CSPQ	79 480 $
Externes	2 356 $
TOTAL	**631 903 $**

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION : Direction des ressources informationnelles et matérielles
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP1

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP1X

DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE, PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ). FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

Voici quelques explications relatives aux dépenses effectuées en 2015-2016 :

A – Commission des lésions professionnelles (CLP)

1er avril 2015 au 31 décembre 2015

LOGICIELS	
Achat	37 162 $
Entretien	381 143 $
MATÉRIEL	
Achat	106 314 $
Entretien	4 993 $
SERVICES PROFESSIONNELS	
Internes (personnel de la CLP)	1 299 653 $
Externes (Entretien du système de mission)	6 485 $
TÉLÉCOMMUNICATIONS	
CSPQ	595 977 $
Externes	5 270 $
TOTAL	**2 436 997 $**

Pour l'exercice 2015-2016, un montant de 2 436 997 $ a été consacré aux technologies de l'information. L'essentiel de cette somme a été investi dans l'évolution, l'amélioration et le maintien de l'actif courant (activités d'encadrement et activités de continuité).

Peu de travaux de développement ont été entrepris 2015-2016 compte tenu de la fusion entre la CLP et la CRT au 1er janvier 2016.

– o – o – o – o – o –

.../2

B – Commission des relations du travail (CRT)

Voici les données relatives à la CRT depuis 2015-2016, accompagnées de notes explicatives :

	2015-2016
MATÉRIEL	
Achat	1 328 $
Entretien	
SERVICES PROFESSIONNELS	
CSPQ et MTESS	568 979 $ *
Externes	843 $
TOTAL	**571 150 $**

* Ce montant, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015, inclut 342 811 $ pour l'entente de base CSPQ, 160 386 $ pour l'entente de base MTESS et 40 008 $ pour des projets d'infrastructure technologique et 25 774 $ pour des améliorations.

C – Tribunal administratif du travail (TAT)

Voici quelques explications relatives aux dépenses effectuées entre le 1er janvier et le 29 février 2016.

LOGICIELS	
Achat	6 083 $
Entretien	10 925 $
MATÉRIEL	
Achat	20 765 $
Entretien	7 196 $
SERVICES PROFESSIONNELS	
Internes (personnel de la CLP) Externes (Entretien du système de mission)	433 218 $ 71 880 $
TÉLÉCOMMUNICATIONS	
CSPQ	79 480 $
Externes	2 356 $
TOTAL	**631 903 $**

Pour l'exercice 2015-2016, un montant de 631 903 $ a été consacré aux technologies de l'information. L'essentiel de cette somme a été investi dans l'évolution, l'amélioration et le maintien de l'actif courant (activités d'encadrement et activités de continuité).

Certains travaux de développement ont toutefois été entrepris pour la fusion CLP et CRT :

- Étude pour exclure du CSPQ le serveur d'intranet de la CRT : 800 $
- Étude d'arrimage CRT : 48 495 $

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION : Direction des ressources informationnelles et matérielles
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP2

DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET AUX ORGANISMES SOUS SA RESPONSABILITÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

L'information sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP2

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP2X

DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET AUX ORGANISMES SOUS SA RESPONSABILITÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

A – Commission des lésions professionnelles (CLP)

Réductions budgétaires pour 2015-2016

Masse salariale	2 784 000 $
Dépenses de fonctionnement	0 $
Total des réductions pour 2015-2016	**2 784 000 $**

Réductions budgétaires réelles cumulées au 31 décembre 2015

Non disponible

o – o – o – o – o – o – o – o – o

B – Commission des relations du travail (CRT)

Réductions budgétaires pour 2015-2016

Masse salariale	463,4 $ *
Dépenses de fonctionnement	0 $
Total des réductions pour 2015-2016	**463,4 $***

Réductions budgétaires réelles cumulées au 31 décembre 2015

Non disponible

Cette réduction a été appliquée au montant du budget de dépenses autorisées par le décret.
* (en milliers de dollars)

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 6 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP3

DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR LA LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU DE TOUT AUTRE PARTENAIRE. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

A – Commission des lésions professionnelles (CLP)

Entre le 1er avril et le 31 décembre 2015, cinq comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif pour examiner le renouvellement du mandat des commissaires. Les personnes suivantes ont fait partie de l'un ou l'autre des comités :

Camille Brassard :	3 447,00 $
Suzanne Comtois :	4 500,00 $
Raymond Levasseur :	2 304,00 $
TOTAL :	**10 251,00 $**

B – Commission des relations du travail (CRT)

Aucun comité n'a été formé entre le 1er avril et le 31 décembre 2015.

C – Tribunal administratif du travail (TAT)

Aucun comité n'a été formé entre le 1er janvier et le 29 février 2016.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 1er avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP4

COPIE DE TOUTE L'INFORMATION FOURNIE AU MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 428 DE LA *LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES*, ET CE, DEPUIS 2011-2012.

Cette question ne concerne que la Commission des lésions professionnelles (CLP)

Depuis la création de la CLP, la présidence transmettait au ministre du Travail un rapport contenant les renseignements identifiés à l'article 428 de la LATMP. Ces renseignements étant nombreux, il en résulte des rapports volumineux qu'il serait difficile d'insérer dans le présent cahier.

L'obligation de fournir ce rapport au ministre du Travail a toutefois été abolie le 1er janvier 2016 puisque la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1) n'a pas repris les termes de l'article 428 LATMP. Nous avons donc inclus, à l'annexe 1, un rapport qui n'englobe que les données mensuelles transmises au ministre entre le 1er avril 2015 et le 31 décembre 2015.

Les renseignements transmis entre 2010 et 2015 sont cependant disponibles sur demande. En outre, la majorité de ces renseignements se retrouvent dans les rapports annuels que la CLP publie depuis sa création. Ils sont d'ailleurs versés sur notre site Internet : www.clp.gouv.qc.ca.

Voir Annexe 1

SOURCE : Service du pilotage et support aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 30 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP5

DEPUIS 2011-2012, FOURNIR LA LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

La liste de toutes ces activités se trouve à l'**Annexe 2**.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP7

POUR CHACUN DES ORGANISMES, INDIQUER LES AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR :

a) **la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;**
b) **la liste des membres du conseil d'administration;**
c) **la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;**
d) **leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.**

A – Commission des lésions professionnelles (CLP)

a) **La liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;**

Voici les données relatives aux employés, pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015 :

NOM	PRÉNOM	CLASSE
Couture	Line	100
Jobidon	Guillaume	100
Thibault	Suzie	100
Verret	Nancy	100
Curodeau	Hélène	104
Roy	Johanne	104
Adam	Gisèle	105
Arsenault	Myriam	105
Barrette	Nathalie	105
Barrionuevo	Erika	105
Bélanger	Philippe	105
Blouin	Deny	105
Boudreault	Luce	105
Bourgeois	Guylaine	105
Caron	Pierre	105
Charbonneau	Louis	105
Chevarie	Françoise	105
Choquette	Michel	105
Corriveau	Line	105
Côté	Yvan	105
Coutu	Annie	105
Couture	Karine	105
Danis	Céline	105
Deguire	Suzanne	105
Farner	Carole	105
Gagné	Magali	105
Gagné	Normand G.	105
Gamache	Annick	105
Gaumond	Michelle	105

Gélinas	Nathalie	105	
Gervais	Paul	105	
Groleau	Chantale	105	
Guay	Clermont	105	
Harton	Jimmy	105	
Isaacs	Michael	105	
Lacombe	Michel	105	
Landry	André-Carl	105	
Langlois	Monique	105	
Laplante	Éric	105	
Larivière	Gabriel	105	
Lespérance	Sonia	105	
Lessard	Carl	105	
Madore	Nicole	105	
Marcotte	Lise	105	
Mignault	Robert	105	
Minville	Johanne	105	
Otis	Jacques	105	
Patenaude	Josée	105	
Plamondon	André	105	
Raymond	Ginette	105	
Rodrigue	Roger	105	
Roussy	Hébert	105	
Saucier	Sandra	105	
Scullion	Debbie	105	
Sirois	Pascal	105	
St-Yves	Hugo	105	
Tartier	Christine	105	
Théorêt	Julie	105	
Thériault	Nathalie	105	
Tremblay	Danielle	105	
Trudel	Marie-Andrée	105	
Viel	Louiselle	105	
Adams	David	108	
Babineau	Hélène	108	
Beaudoin	Manon	108	
Bédard	Claude	108	
Bouchard	Alexandre	108	
Brochu	Steve	108	
Dion	Serge	108	
Gagnon	Marco	108	
Guimont	Daniel	108	
Houde	Pierre	108	
Lapointe	Luc	108	
Lepage	Martin	108	
McCarthy	Christian	108	
Tran	Anh Tuan	108	
Henrion	Stéphane	111	
Bélanger	Johanne	112	
Beaudry	Marie-José	115	
Beaumier	Jacques	115	
Bernier	Marie-France	115	
Charbonneau	Édith	115	
Charest	Marie-Andrée	115	
Côté	Luc	115	
Desgagnés	Jean-Claude	115	
Douville	Geneviève	115	

Gagnon	Isabelle	115	
Lapierre	Marie-Jo	115	
Lessard	Émilie	115	
Rousse	Denis	115	
Roussin	Marie-Claude	115	
Turgeon	Francine	115	
Vadeboncoeur	Dominique	115	
Asselin	Paul	120	
Beaudry	Jean-Marc	120	
Bélanger	Serge	120	
Boucher	Marcel-M.	120	
Boyer	René	120	
Couture	Daniel	120	
Dansereau	Jean-Yves	120	
Dubois	Manon	120	
Dumais	Huguette	120	
Éthier	Jean-Léon	120	
Gagnon	Johanne	120	
Hemmings	Christian	120	
Landry	Yves	120	
Landry-Fréchette	Guylaine	120	
Lejeune	Dominique	120	
Molina-Negro	Pedro	120	
Mony	Marc	120	
Morin	Jean	120	
Bérubé	Jean	200	
Braccio	Angela	200	
Chamberland	Lise	200	
Chams Eddine	Hasnaâ	200	
Cheikh	Rabah	200	
Chouikrat	Radia	200	
Claude	Carole	200	
Côté	Marlène	200	
Côté	Mélissa	200	
Curchi	Maria	200	
Cyr	Nicole	200	
Deschênes	Jonathan	200	
Desjardins	Joanne	200	
Dion	Hélène	200	
Gagnon	Johanne	200	
Garneau	Claude	200	
Grassi	Marie-Noëlle	200	
Hamel	Céline	200	
Lacelle	Louise	200	
Laframboise	Christine	200	
Larouche	Véronic	200	
Leblanc	Sabrina	200	
Leclerc	Sylvie	200	
Lemieux	Mélanie	200	
Lévesque	Josée	200	
Lortie	Chantale	200	
Marsolais	Mélanie	200	
Papardova	Tsvetelina	200	
Paquette	Richard	200	
Pichette	Carole	200	
Poupeau	Laurent	200	
Ross	Charis	200	

St-Félix	Jude	200
Tsang	Anne-Marie	200
Ungureanu-Puiu	Elena	200
Villeneuve	Carole	200
Zugrav	Oana-Maria	200
Boies	Monique	217
Carrier	Lorraine	217
Albert	Claire-Andrée	221
Amaanan	Naoual	221
Beauséjour	Josée	221
Bérubé	Gisèle	221
Bilodeau	Johanne	221
Blais	Marie-Paule	221
Capocci	Diane	221
Charest	Édith	221
Cholette	Sylvie	221
Cloutier	Marjolaine	221
Collins	Marie-Josée	221
Dansereau	Suzanne	221
Dauphin	Julie	221
Desparois	Jacinthe	221
Desrochers	Carole	221
Desrosiers	Ann	221
Desrosiers	Isabelle	221
Drapeau	Marthe	221
Dutailly	Sandrine	221
Fortin	Ginette	221
Fournier	Madeleine	221
Gaudreault	Sylvie	221
Girard	Véronique	221
Girouard-Duquette	Hélène	221
Godin	Nancy	221
Granger	Sylvie	221
Grenier	Johanne	221
Hamel	Odette	221
Harasimka	Louise	221
Hébert	Marjolaine	221
Lajeunesse	Andrée	221
Lavoie	Lucie	221
Leblanc	Suzie	221
Lefaivre	Jacinthe	221
Lefebvre	Lucie	221
Lessard Patry	Karina	221
Loiselle	Constance	221
Lossignol	Brigitte	221
Marcoux	Josée	221
Marcoux	Lucie	221
Marois	Annie	221
Meunier	Johanne	221
Millette	Estelle	221
Mokoko	Patricia	221
Morin	Diane	221
Moulin	Cathy	221
Ouellet	Nathalie	221
Parent	Diane	221
Parent	Nicole	221
Parenteau	Sylvie	221

Paulin	Guylaine	221
Pelletier	Rachelle	221
Perrault	Francine	221
Poisson	Justine	221
Poulin	Annie-Pier	221
Pouliot	Marie-Ève	221
Proulx	Solange	221
Provost	Line	221
Ricard	Lucie	221
Rziga	Ahlem	221
Sallafranque	Geneviève	221
Salvas	Claudine	221
Simard	Line	221
Surprenant	Nancy	221
Tremblay	France	221
Truchon	Josée	221
Plamondon	Yvan	241
Goyette	Lucie	249
Ouellette	Michel	249
Beaudin	Lilianne	264
Beaupré	Jocelyne	264
Blanchette	Jacqueline	264
Boucher	Martine	264
Charron	Monique	264
Côté	Brigitte	264
Dagher	Rola	264
Faucher	Ginette	264
Habel	Sophie	264
Icart	Juniole	264
Leclerc-Chevrier	Marie-Èvelyne	264
Lehouillier	Marie-Josée	264
Poitras	Diane	264
Roger	Diane	264
Roy	Chantal	264
Vaillancourt	Johanne	264
Verreault	Katheline	264
Audard	Antonin	272
Azim	Mounir	272
Beniaich	Rachid	272
Lindsay	Christine	272
Mercier	Pascal	272
Potlog	Liliana	272
Beaudoin	Roxane	283
Bolduc	Susie	283
Bouchard	Marielle	283
Bourget	Josette	283
Cardinal	Johanne	283
Charette	Martine	283
Cornell	Dustin	283
Desbiens	Michelle	283
Desjardins	Danièle	283
Dextras Paquette	Karine	283
Dionne	Nathalie	283
Drouin	Sylvie	283
Fiola	Isabelle	283
Gagné	Claudette	283
Gilbert	Manon	283

Grenier-Martel	Roxane	283	
Jetté	Pascale	283	
Laganière	France	283	
Maheux	Christiane	283	
Morin	Julie	283	
Pronovost	Olivier	283	
Robillard	Lyne	283	
Rochon	Guy	283	
Savignac	Nadia	283	
Soly	Michel	283	
Tchamaké	Béatrice	283	
Tremblay	Marie-Claude	283	
Vanasse	Rachel	283	
Éthier	Julien	433	
Latulippe	Jacques	433	
Michel	Stéphane	433	
Cantin	Andrée	630	
Gagnon	Gino	630	
Gauthier	Paul	630	
Jobin	Liette	630	
Lachance	Francis	630	
Laforest	Wilner	630	
Verge	Claude	640	
Lamarre	Marie	825	
Arcand	Sylvie	826	
Arguin	Pierre	826	
Armand	Daphné	826	
Arseneau	Raymond	826	
Aubé	François	826	
Auclair	Marlène	826	
Audet	Josée	826	
Beaudin	Annie	826	
Beaudoin	Marie	826	
Beaulieu	Denys	826	
Beaumier	Jean-François	826	
Bélanger	Renée-Claude	826	
Bergeron	Catherine A.	826	
Bernard	Réjean	826	
Bérubé	Claude	826	
Blanchard	Nicole	826	
Bouvier	Philippe	826	
Brisebois	Virginie	826	
Burdett	Claire	826	
Canuel	Michel	826	
Carignan	Michèle	826	
Cavanagh	Guy	826	
Champagne	Paul	826	
Charbonneau	Francine	826	
Clément	Jean-François	826	
Couture	Lucie	826	
Crochetière	Lina	826	
Daigneault	Fernand	826	
Danis	Jean-Claude	826	
Daoust	Linda	826	
David	Jacques	826	
Degré	Jacques	826	
Demers	Thérèse	826	

Denis	Michel	826	
Deraiche	Robert	826	
Desbois	Louise	826	
Di Pasquale	Santina	826	
Dubé-Iza	Marie-Pierre	826	
Gagnon	Michel-Claude	826	
Gagnon-Grégoire	Michèle	826	
Gauthier	Manon	826	
Gauthier	Pascale	826	
Genest	Christian	826	
Gosselin	Andrée	826	
Goyette	Renée M.	826	
Grégoire	Jean	826	
Gruffy	Danièle	826	
Guay	Louise	826	
Henri	Guylaine	826	
Hudon	Richard	826	
Jouis	Daniel	826	
Juteau	Francine	826	
Juteau	Michèle	826	
Kushner	Jeffrey David	826	
Lajoie	Diane	826	
Lajoie	Valérie	826	
Lalonde	Michel	826	
Lalonde	Pierre	826	
Lamarre	Monique	826	
Landry	Johanne	826	
Langlois	Marie	826	
Larouche	Michel	826	
Lavigne	Claude	826	
Lavoie	Marie-Claude	826	
Lemay	Bernard	826	
Lemire	Simon	826	
Lessard	Carole	826	
Letreiz	Michel	826	
Lévesque	Doris	826	
Lévesque	Sylvie	826	
Lizotte	Valérie	826	
Marchand	Victor	826	
Marquis	Geneviève	826	
Martel	Jean-François	826	
Martin	Daniel	826	
Mercure	Francine	826	
Moffet	Guylaine	826	
Montplaisir	Martine	826	
Moreau	Michel	826	
Moreau	Sylvie	826	
Morissette	Luce	826	
Nadeau	Lucie	826	
Ouellet	Éric	826	
Pelletier	Daniel	826	
Perron	Pauline	826	
Piché	Isabelle	826	
Poirier	Jean M.	826	
Quigley	Ann	826	
Racine	Carmen	826	
Ranger	François	826	

Rivard	Denis	826
Rivard	Jean-Luc	826
Roiseux	Marie-Anne	826
Romani	Marco	826
Sams	Delton	826
Sansfaçon	Michel	826
Séguin	Manon	826
Séguin	Suzanne	826
Sénéchal	Sophie	826
Simard	Pierre	826
Suicco	Alain	826
Sylvestre	Sonia	826
Thériault	Hélène	826
Therrien	Daniel	826
Therrien	Isabelle	826
Tremblay	Alain	826
Tremblay	J André	826
Tremblay	Norman	826
Vaillancourt	Anne	826
Vallières	Line M.	826
Watkins	Michel	826

b) la liste des membres du conseil d'administration;

La CLP ne possède pas de conseil d'administration.

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

Aucun commissaire de la CLP n'a été nommé ni n'a vu son mandat renouvelé entre le 1er avril 2015 et le 31 décembre 2015.

d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l'ensemble du personnel et des membres du tribunal, et pour la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016, les frais se détaillent comme suit :

Frais de déplacement :

1er avril au 31 décembre 2015 : 510 255,98$
1er janvier au 29 février 2016 : 135 190 $

Frais de représentation :

1er avril au 31 décembre 2015 : 924,52$
1er janvier au 29 février 2016 : 0 $

o – o – o – o – o – o – o – o

B – Commission des relations du Travail (CRT)

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération :

Voici les informations pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015.

NOM	PRÉNOM	CLASSE	TITRE DE FONCTION
Lavoie	Diane	103	Professionnel aux ressources financières et matérielles
Bélanger	Claire	104	Agente d'information
Jacob	Céline	104	Agente d'information
Lagacé	Julie	104	Responsable des communications
Beauchamp	Donald	105	Agent de relations du travail
Beauchemin	Line	105	Adjointe au secrétaire et directeur général
Beauséjour	France	105	Agente de relations du travail
Béland	Julie	105	Agente de relations du travail
Blais	Pierre	105	Agent de relations du travail
Bordeleau	Maxime	105	Agente de relations du travail
Bourassa	Isabelle	105	Agente de relations du travail
Brzezinska	Danuta	105	Responsable des statistiques et Webmestre
Bussières	Laurenne	105	Responsable des ressources financières et matérielles
Côté	Marie-France	105	Agente de relations du travail
D'Alessandro	Stéphanie	105	Agente de relations du travail
Doray	François	105	Agent de relations du travail
Flageol	Nathalie	105	Agente de relations du travail
Franche	Julie-Andrée	105	Agente de relations du travail
Frappier	Éric	105	Agent de relations du travail
Frenette	Colombe	105	Agente de relations du travail
Gagnon	Philippe	105	Agent de relations du travail
Grégoire	Chantal	105	Agente de relations du travail
Hamel	Marie-France	105	Agente de relations du travail
Huot	Annie	105	Agente de relations du travail
Lachance	Johanne	105	Responsable des ressources humaines
Larivière	Normand	105	Professionnel au greffe
Lavoie	Mathieu	105	Agent de relations du travail, Coord. du greffe et du secrétariat
Lebel	Eric	105	Agent de relations du travail
Levérone	Hélène	105	Agente de recherche en droit
Papillon	Josiane	105	Agente de relations du travail
Pigeon	Sylvie	105	Agente de relations du travail
Robitaille	Marc	105	Chef d'équipe, agent de relations du travail
Séguin	Michel G.	105	Agent de relations du travail
Simard	Pascale	105	Agente de relations du travail
Thériault	Jean-François	105	Agent de relations du travail
Vallières	Suzy	105	Agente de relations du travail
Bailly	Chantal	108	Responsable de la gestion documentaire et du soutien opérationnel
Dumont	Anne	108	Responsable des processus et procédures
Langlois	Robert	108	Responsable des ressources informationnelles
Pelosse	Diane	108	Pilote de systèmes d'information

Rose	François	108	Webmestre/sécurité de l'information
Hébert	Monique	115	Conseillère juridique
Dupré	Annick	115	Conseillère juridique
Trépanier	Suzanne	115	Conseillère juridique
Aubin	Sylvie	200	Agente de bureau, gestion documentaire
Desharnais	Julie	200	Agente de bureau, gestion documentaire
Labelle	Eric	200	Agent de bureau, ressources financières et matérielles
Lefranc	Martine	200	Agente de bureau au greffe
Morneau	Sylvie	200	Agente de bureau
Tabbah	Wafa	200	Agente de bureau
Alarie	Ginette	221	Agente de secrétariat
Brunet	Roxanne	221	Agente de secrétariat
Cossette	Diane	221	Agente de secrétariat
Cruz	Janet	221	Agente de secrétariat
Deschênes	Johanne	221	Agente de secrétariat
Ladjelate	Rizelaine	221	Agente de secrétariat
Labillois	Cathy	221	Agente de secrétariat
Lachance	Maxime	221	Agent de secrétariat
Makanga	Nathalie	221	Agente de secrétariat
Mathieu	Johanne	221	Agente de secrétariat
Miron	Diane	221	Agente de secrétariat
Pomerleau	Suzanne	221	Agente de secrétariat
Sennécheau	Marie-Christine	221	Agente de secrétariat
Shields	Josée	221	Agente de secrétariat
Taleb	Jamila	221	Agente de secrétariat
Tessier	Josée	221	Agente de secrétariat
Gallant	Mariette	249	Préposée aux renseignements
Larochelle	Martine	264	Technicienne en administration
Légaré	France	264	Technicienne en administration
Picard	Johanne	264	Technicienne en administration, service à la clientèle
Plante	Marlène	264	Technicienne en administration
Thomassin	Diane	264	Technicienne en administration/enquêteur
Vibert	Sonia	264	Technicienne en administration, bureau de la présidence
Beaudet	Pauline	283	Technicienne en droit
Belley	Johanne	283	Technicienne en droit
Bertrand	Chantal	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Bouchard	Maryse	283	Technicienne en droit, responsable du rôle
Eliazard	Arnouze	283	Technicienne en droit
Gallant	Johanne	283	Technicienne en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Jean-Louis	Dominique	283	Technicienne en droit
Joachim	Yveline	283	Technicienne en droit
Leblanc	Nathaly	283	Technicienne en droit
Paquet	Véronique	283	Technicienne en droit
Provost	Claude	283	Technicien en droit, coordination des cas, mise au rôle, suivi
Riverin	Marie-Ève	283	Technicienne en droit
Harnois	Sylvie	297	Agente de secrétariat
Boisvert	Micheline	630	Directrice du greffe et du secrétariat
Métivier	Claude	630	Secrétaire et directeur général

b) La liste des membres du conseil d'administration

La CRT ne possède pas de conseil d'administration.

c) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV :

Voici la liste des commissaires qui ont été nommés ou qui ont vu leur mandat renouvelé entre le 1er avril et le 31 décembre 2015 :

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
NOMINATION			
Aucune			

RENOUVELLEMENT			
Caron, François	Commissaire	2015-11-18	2020-11-27
Zaikoff, Hélène	Commissaire	2015-12-02	2020-12-01

d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation
Période du 1er avril au 31 décembre 2015 :

Frais de déplacement : 194 556 $
Frais de représentation : 1 327 $

o – o – o – o – o – o – o – o

B – Tribunal administratif du travail (TAT)

a) La liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;

Voici les données relatives à la période du 1er janvier 2016 au 29 février 2016 :

NOM	PRÉNOM	CLASSE
Couture	Line	100
Jobidon	Guillaume	100
Thibault	Suzie	100
Verret	Nancy	100
Lavoie	Diane	103
Bélanger	Claire	104
Curodeau	Hélène	104
Jacob	Céline	104
Lagacé	Julie	104
Roy	Johanne	104
Adam	Gisèle	105

Arsenault	Myriam	105	
Barrette	Nathalie	105	
Barrionuevo	Erika	105	
Beauchamp	Donald	105	
Beauchemin	Line	105	
Beauséjour	France	105	
Béland	Julie	105	
Bélanger	Philippe	105	
Blais	Pierre	105	
Blouin	Deny	105	
Bordeleau	Maxime	105	
Boudreault	Luce	105	
Bourassa	Isabelle	105	
Bourgeois	Guylaine	105	
Brzezinska	Danuta	105	
Bussières	Laurenne	105	
Caron	Pierre	105	
Charbonneau	Louis	105	
Chevarie	Françoise	105	
Choquette	Michel	105	
Corriveau	Line	105	
Côté	Marie-France	105	
Côté	Yvan	105	
Coutu	Annie	105	
Couture	Karine	105	
D'Alessandro	Stéphanie	105	
Danis	Céline	105	
Deguire	Suzanne	105	
Doray	François	105	
Farner	Carole	105	
Flageol	Nathalie	105	
Franche	Julie-Andrée	105	
Frappier	Éric	105	
Frenette	Colombe	105	
Gagné	Magali	105	
Gagné	Normand G.	105	
Gagnon	Philippe	105	
Gamache	Annick	105	
Gaumond	Michelle	105	
Gélinas	Nathalie	105	
Gervais	Paul	105	
Grégoire	Chantal	105	
Groleau	Chantale	105	
Guay	Clermont	105	
Hamel	Marie-France	105	
Harton	Jimmy	105	
Huot	Annie	105	
Isaacs	Michael	105	
Lachance	Johanne	105	
Lacombe	Michel	105	
Landry	André-Carl	105	
Langlois	Monique	105	
Laplante	Éric	105	
Larivière	Gabriel	105	
Larivière	Normand	105	
Lavoie	Mathieu	105	
Lebel	Eric	105	

Lespérance	Sonia	105
Lessard	Carl	105
Leverone	Hélène	105
Madore	Nicole	105
Marcotte	Lise	105
Mignault	Robert	105
Minville	Johanne	105
Otis	Jacques	105
Papillon	Josiane	105
Patenaude	Josée	105
Pigeon	Sylvie	105
Plamondon	André	105
Raymond	Ginette	105
Robitaille	Marc	105
Rodrigue	Roger	105
Roussy	Hébert	105
Saucier	Sandra	105
Scullion	Debbie	105
Séguin	Michel G.	105
Simard	Pascale	105
Sirois	Pascal	105
St-Yves	Hugo	105
Tartier	Christine	105
Théorêt	Julie	105
Thériault	Jean-François	105
Thériault	Nathalie	105
Tremblay	Danielle	105
Trudel	Marie-Andrée	105
Vallières	Suzy	105
Viel	Louiselle	105
Adams	David	108
Babineau	Hélène	108
Bailly	Chantal	108
Beaudoin	Manon	108
Bédard	Claude	108
Bouchard	Alexandre	108
Brochu	Steve	108
Dion	Serge	108
Dumont	Anne	108
Gagnon	Marco	108
Guimont	Daniel	108
Houde	Pierre	108
Lapointe	Luc	108
Lepage	Martin	108
McCarthy	Christian	108
Pelosse	Diane	108
Rose	François	108
Tran	Anh Tuan	108
Henrion	Stéphane	111
Bélanger	Johanne	112
Beaudry	Marie-José	115
Beaumier	Jacques	115
Bernier	Marie-France	115
Charbonneau	Édith	115
Charest	Marie-Andrée	115
Côté	Luc	115
Desgagnés	Jean-Claude	115

Douville	Geneviève	115
Dupré	Annick	115
Gagnon	Isabelle	115
Hébert	Monique	115
Lapierre	Marie-Jo	115
Leblanc	Gabriel	115
Lessard	Émilie	115
Rousse	Denis	115
Roussin	Marie-Claude	115
Trépanier	Suzanne	115
Turgeon	Francine	115
Vadeboncoeur	Dominique	115
Asselin	Paul	120
Beaudry	Jean-Marc	120
Bélanger	Serge	120
Boucher	Marcel-M.	120
Couture	Daniel	120
Dansereau	Jean-Yves	120
Dubois	Manon	120
Dumais	Huguette	120
Éthier	Jean-Léon	120
Gagnon	Johanne	120
Hemmings	Christian	120
Landry	Yves	120
Landry-Fréchette	Guylaine	120
Lejeune	Dominique	120
Molina-Negro	Pedro	120
Mony	Marc	120
Morin	Jean	120
Aubin	Sylvie	200
Bérubé	Jean	200
Braccio	Angela	200
Chamberland	Lise	200
Chams Eddine	Hasnaâ	200
Cheikh	Rabah	200
Chouikrat	Radia	200
Claude	Carole	200
Côté	Marlène	200
Côté	Mélissa	200
Curchi	Maria	200
Cyr	Nicole	200
Deschênes	Jonathan	200
Desharnais	Julie	200
Desjardins	Joanne	200
Dion	Hélène	200
Gagnon	Johanne	200
Garneau	Claude	200
Grassi	Marie-Noëlle	200
Hamel	Céline	200
Labelle	Eric	200
Lacelle	Louise	200
Laframboise	Christine	200
Larouche	Véronic	200
Leblanc	Sabrina	200
Leblanc	Sabrina	200
Leclerc	Sylvie	200
Lefranc	Martine	200

Lemieux	Mélanie	200
Lévesque	Josée	200
Lortie	Chantale	200
Marsolais	Mélanie	200
Marsolais	Mélanie	200
Morneau	Sylvie	200
Papardova	Tsvetelina	200
Paquette	Richard	200
Pichette	Carole	200
Poupeau	Laurent	200
Ross	Charis	200
St-Félix	Jude	200
Tabbah	Wafa	200
Tsang	Anne-Marie	200
Ungureanu-Puiu	Elena	200
Villeneuve	Carole	200
Zugrav	Oana-Maria	200
Boies	Monique	217
Carrier	Lorraine	217
Alarie	Ginette	221
Albert	Claire-Andrée	221
Amaanan	Naoual	221
Beauséjour	Josée	221
Bérubé	Gisèle	221
Bilodeau	Johanne	221
Blais	Marie-Paule	221
Brunet	Roxanne	221
Charest	Édith	221
Cholette	Sylvie	221
Cloutier	Marjolaine	221
Collins	Marie-Josée	221
Cruz	Janet	221
Dansereau	Suzanne	221
Dauphin	Julie	221
Deschênes	Johanne	221
Desparois	Jacinthe	221
Desrochers	Carole	221
Desrosiers	Ann	221
Desrosiers	Isabelle	221
Drapeau	Marthe	221
Dutailly	Sandrine	221
Fortin	Ginette	221
Fournier	Madeleine	221
Gaudreault	Sylvie	221
Girard	Véronique	221
Godin	Nancy	221
Granger	Sylvie	221
Grenier	Johanne	221
Hamel	Odette	221
Harasimka	Louise	221
Hébert	Marjolaine	221
Labillois	Cathy	221
Lachance	Maxime	221
Ladjelate	Rizelaine	221
Lajeunesse	Andrée	221
Lavoie	Lucie	221
Leblanc	Suzie	221

Lefaivre	Jacinthe	221
Lefebvre	Lucie	221
Legault	Anne-Marie	221
Lessard Patry	Karina	221
Loiselle	Constance	221
Lossignol	Brigitte	221
Makanga	Nathalie	221
Marcoux	Josée	221
Marcoux	Lucie	221
Marois	Annie	221
Mathieu	Johanne	221
Meunier	Johanne	221
Millette	Estelle	221
Miron	Diane	221
Mokoko	Patricia	221
Morin	Diane	221
Moulin	Cathy	221
Ouellet	Nathalie	221
Parent	Diane	221
Parent	Nicole	221
Parenteau	Sylvie	221
Paulin	Guylaine	221
Pelletier	Rachelle	221
Perrault	Francine	221
Perrault	Francine	221
Poisson	Justine	221
Pomerleau	Suzanne	221
Poulin	Annie-Pier	221
Pouliot	Marie-Ève	221
Proulx	Solange	221
Provost	Line	221
Ricard	Lucie	221
Rziga	Ahlem	221
Sallafranque	Geneviève	221
Salvas	Claudine	221
Sennécheau	Marie-Christine	221
Shields	Josée	221
Simard	Line	221
Surprenant	Nancy	221
Taleb	Jamila	221
Tessier	Josée	221
Tremblay	France	221
Tremblay	France	221
Truchon	Josée	221
Plamondon	Yvan	241
Gallant	Mariette	249
Goyette	Lucie	249
Ouellette	Michel	249
Beaudin	Lilianne	264
Beaupré	Jocelyne	264
Blanchette	Jacqueline	264
Boucher	Martine	264
Charron	Monique	264
Côté	Brigitte	264
Dagher	Rola	264
Faucher	Ginette	264
Habel	Sophie	264

Harnois	Sylvie	264
Icart	Juniole	264
Larochelle	Martine	264
Leclerc-Chevrier	Marie-Èvelyne	264
Légaré	France	264
Lehouillier	Marie-Josée	264
Plante	Marlène	264
Poitras	Diane	264
Roger	Diane	264
Roy	Chantal	264
Thomassin	Diane	264
Vaillancourt	Johanne	264
Verreault	Katheline	264
Vibert	Sonia	264
Audard	Antonin	272
Azim	Mounir	272
Beniaich	Rachid	272
Lindsay	Christine	272
Mercier	Pascal	272
Potlog	Liliana	272
Beaudet	Pauline	283
Beaudoin	Roxane	283
Bélanger	Marie-Pier	283
Bertrand	Chantal	283
Bolduc	Susie	283
Bouchard	Marielle	283
Bouchard	Maryse	283
Bourget	Josette	283
Cardinal	Johanne	283
Charette	Martine	283
Cornell	Dustin	283
Desbiens	Michelle	283
Desjardins	Danièle	283
Dextras Paquette	Karine	283
Dionne	Nathalie	283
Drouin	Sylvie	283
Eliazard	Arnouze	283
Fiola	Isabelle	283
Gagné	Claudette	283
Gallant	Johanne	283
Gilbert	Manon	283
Grenier-Martel	Roxane	283
Jean-Louis	D.Dominique	283
Jetté	Pascale	283
Joachim	Yveline	283
Laganière	France	283
Leblanc	Nathaly	283
Maheux	Christiane	283
Morin	Julie	283
Paquet	Véronique	283
Pronovost	Olivier	283
Provost	Claude	283
Riverin	Marie-Ève	283
Robillard	Lyne	283
Rochon	Guy	283
Savignac	Nadia	283
Soly	Michel	283

Tchamaké	Béatrice	283	
Tremblay	Marie-Claude	283	
Vanasse	Rachel	283	
Éthier	Julien	433	
Latulippe	Jacques	433	
Michel	Stéphane	433	
Boisvert	Micheline	630	
Cantin	Andrée	630	
Gagnon	Gino	630	
Gauthier	Paul	630	
Lachance	Francis	630	
Laforest	Wilner	630	
Métivier	Claude	630	
Verge	Claude	640	
Lamarre	Marie	825	
Alder	Mylène	826	
Allard	Sylvain	826	
Arcand	Sylvie	826	
Arguin	Pierre	826	
Armand	Daphné	826	
Arseneau	Raymond	826	
Aubé	François	826	
Auclair	Marlène	826	
Audet	Josée	826	
Bailly	Sylvain	826	
Beaudin	Annie	826	
Beaudoin	Marie	826	
Beaulieu	Denys	826	
Beaumier	Jean-François	826	
Bédard	Hélène	826	
Bédard	Myriam	826	
Bélanger	Renée-Claude	826	
Benoît	Dominique	826	
Bergeron	Catherine A.	826	
Bernard	Réjean	826	
Bérubé	Claude	826	
Blanchard	Nicole	826	
Blouin	Karine	826	
Bouvier	Philippe	826	
Breton	Gaëtan	826	
Brisebois	Virginie	826	
Burdett	Claire	826	
Bussière	André	826	
Canuel	Michel	826	
Carignan	Michèle	826	
Caron	François	826	
Cavanagh	Guy	826	
Chainey	Anick	826	
Champagne	Paul	826	
Charbonneau	Francine	826	
Chaumont	Mario	826	
Clément	Jean-François	826	
Cloutier	Pierre	826	
Couture	Lucie	826	
Crochetière	Lina	826	
Daigneault	Fernand	826	
Danis	Jean-Claude	826	

Daoust	Linda	826	
David	Jacques	826	
Degré	Jacques	826	
Demers	Thérèse	826	
Denis	Michel	826	
Denis	Michel	826	
Deraiche	Robert	826	
Desbois	Louise	826	
Di Pasquale	Santina	826	
Drolet	Christian	826	
Dubé-Iza	Marie-Pierre	826	
Flageole	Pierre	826	
Gagnon	Michel-Claude	826	
Gagnon	Raymond	826	
Gagnon-Grégoire	Michèle	826	
Gauthier	Manon	826	
Gauthier	Pascale	826	
Genest	Christian	826	
Giroux	France	826	
Gosselin	Andrée	826	
Goyette	Renée M.	826	
Grégoire	Jean	826	
Grignon	Marie-Claude	826	
Gruffy	Danièle	826	
Guay	Louise	826	
Heap	Susan	826	
Henri	Guylaine	826	
Hudon	Richard	826	
Jouis	Daniel	826	
Juteau	Francine	826	
Juteau	Michèle	826	
Kushner	Jeffrey David	826	
Lajoie	Diane	826	
Lajoie	Valérie	826	
Lalonde	Michel	826	
Lalonde	Pierre	826	
Lamarre	Monique	826	
Landry	Johanne	826	
Langlois	Marie	826	
Lanseigne	Line	826	
Lapointe	Judith	826	
Laprade	Annie	826	
Larouche	Michel	826	
Lavigne	Claude	826	
Lavoie	Marie-Claude	826	
Legault	Kimberly	826	
Lemay	Bernard	826	
Lemieux	Yves	826	
Lemire	Simon	826	
Lessard	Carole	826	
Letreiz	Michel	826	
Lévesque	Doris	826	
Lévesque	Sylvie	826	
Lizotte	Valérie	826	
Marceau	Bernard	826	
Marchand	Victor	826	
Marquis	Geneviève	826	

Martel	Jean-François	826
Martin	Daniel	826
Mercure	Francine	826
Michaud	André	826
Moffet	Guylaine	826
Montplaisir	Martine	826
Moreau	Michel	826
Moreau	Sylvie	826
Morin	Maryse	826
Morissette	Luce	826
Nadeau	Lucie	826
Notebaert	Gérard	826
Ouellet	Éric	826
Paquette	Jean	826
Pelletier	Daniel	826
Perron	Pauline	826
Piché	Isabelle	826
Plante	Esther	826
Poirier	Jean M.	826
Quigley	Ann	826
Racine	Carmen	826
Ranger	François	826
Rivard	Denis	826
Rivard	Jean-Luc	826
Roiseux	Marie-Anne	826
Romani	Marco	826
Roy	Guy	826
Sams	Delton	826
Sansfaçon	Michel	826
Séguin	Manon	826
Séguin	Suzanne	826
Sénéchal	Sophie	826
Simard	Pierre	826
St-Georges	Andrée	826
St-Laurent	Nancy	826
Suicco	Alain	826
Sylvestre	Sonia	826
Thériault	Hélène	826
Thériault	Lyne	826
Therrien	Daniel	826
Therrien	Isabelle	826
Tremblay	Alain	826
Tremblay	J André	826
Tremblay	Norman	826
Turcotte	Alain	826
Vaillancourt	Anne	826
Vallières	Line M.	826
Watkins	Michel	826
Zaïkoff	Irène	826

b) La liste des membres du conseil d'administration

Le TAT ne possède pas de conseil d'administration.

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

Voici la liste des commissaires qui ont été nommés ou qui ont vu leur mandat renouvelé entre le 1er janvier 2016 et le 29 février 2016 :

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
NOMINATION			
LAMARRE, Marie	Présidente et commissaire	2016-01-01	2019-04-05
CARIGNAN, Michèle	vice-présidente et commissaire	2016-01-01	2019-03-02
NADEAU, Lucie	vice-présidente et commissaire	2016-01-01	2020-03-05
PAQUETTE, Jean	vice-président et commissaire	2016-01-01	2018-12-31

RENOUVELLEMENT			
LAJOIE, Valérie	commissaire	2016-01-10	2021-01-09
MOFFET, Guylaine	commissaire	2016-01-10	2021-01-09
GUAY, Louise	commissaire	2016-01-10	2021-01-09
LIZOTTE, Valérie	commissaire	2016-01-10	2021-01-09
BERGERON, Catherine A.	commissaire	2016-01-10	2021-01-09
BÉLANGER, Renée-Claude	commissaire	2016-01-10	2017-01-09
ALDER, Mylène	commissaire	2016-02-16	2021-02-15

d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l'ensemble du personnel et des membres du tribunal, et pour la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016, les frais se détaillent comme suit :

Frais de déplacement :

1er avril au 31 décembre 2015 : 510 255,98$
1er janvier au 29 février 2016 : 135 190 $

Frais de représentation :

1er avril au 31 décembre 2015 : 924,52$
1er janvier au 29 février 2016 : 0 $

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP7

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP7X

POUR CHACUN DES ORGANISMES, INDIQUER LES AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR :

a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
b) la liste des membres du conseil d'administration;
c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;

A – Commission des lésions professionnelles (CLP)

Voici des explications plus détaillées en regard de cette sous-question pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015 :

Classe d'emploi	Nombre d'employés	Rémunération minimale	Rémunération maximale
Conseiller en gestion des ressources humaines - 100	4	53 719 $	76 293 $
Agent d'information - 104	1	40 241 $	76 293 $
104 (10)	1	44 265 $	83 922 $
Agent de recherche et de planification financière - 105	52	40 241 $	76 293 $
105 (10)	4	44 265 $	83 922 $
Analyste en informatique et en procédés administratifs - 108	10	40 963 $	75 644 $
108 (10)	4	45 059 $	83 208 $
Attaché d'administration - 111	1	41 023 $	75 532 $
Bibliothécaire - 112	1	41 023 $	75 532 $
Avocat et notaire - 115 (01)	9	53 843 $	108 546 $
115 (15)	6	124 828 $	124 828 $
Médecin - 120 (01)	13	157 800 $	168 800 $
120 (05)	5	109 711 $	125 421 $
Agent de bureau - 200 (10)	37	32 983 $	40 416 $
Bibliotechnicien - 217	2	33 805 $	50 278 $
Agente de secrétariat - 221 (20)	66	33 330 $	42 242 $
Magasinier - 241	1	31 047 $	37 677 $
Préposé aux renseignements - 249	2	34 882 $	44 105 $
Technicien en administration - 264 (10)	17	33 494 $	50 278 $
Technicien en informatique - 272	6	37 019 $	52 798 $

.../2

(suite)

Technicien en droit – 283	28	32 764 $	49 127 $
Préposé au matériel – 433 (10)	2	19,18 $	19,18 $
Manutentionnaire – 433 (15)	1	17,39 $	17,39 $
Cadre – 630	6	40 557 $	145 941 $
Cadre juridique – 640	1	127 622 $	153 807 $
Dirigeant – 825 (DMO7)	1	148 267 $	192 748 $
Vice-président – 826 (DMO5)	2	119 841 $	155 795 $
Membre (DMO4)	109	107 783 $	140 117 $
Étudiant – 990 (51)	5	11,18 $	14,16 $
990 (52)	1	13,09 $	19,41 $

B – Commission des relations du travail (CRT)

Voici des explications plus détaillées en regard de cette sous-question pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015 :

Classe d'emploi	**Nombre d'employés**	**Rémunération minimale**	**Rémunération maximale**
Agent de la gestion financière – 103	1	39 568 $	72 852 $
Agent d'information – 104	3	40 241 $	76 293 $
Agent de recherche et de planification financière – 105	28	40 241 $	76 293 $
105 (10)	4	44 265 $	83 922 $
Analyste en informatique et en procédés administratifs – 108	3	40 963 $	75 644 $
108 (10)	2	45 059 $	83 208 $
Avocat et notaire – 115 (01)	2	53 843 $	108 546 $
115 (15)	1	124 828 $	124 828 $
Agent de bureau – 200 (10)	6	32 983 $	40 416 $
Bibliotechnicien – 217	1	33 805 $	50 278 $
Agente de secrétariat – 221 (20)	17	33 330 $	42 242 $
Préposé aux renseignements – 249	1	34 882 $	44 105 $
Technicien en administration – 264 (10)	6	33 494 $	50 278 $
Technicien en administration – 264 (05)	1	50 936 $	54 935 $
Technicien en droit – 283	12	32 764 $	49 127 $
Cadre – 630	2	40 557 $	145 941 $
Vice-président – 826 (DMO5)	2	119 841 $	155 795 $
Membre (DMO4)	35	107 783 $	140 117 $

.../3

C – Tribunal administratif du travail (TAT)

Voici des explications plus détaillées en regard de cette sous-question pour la période du 1er janvier au 29 février 2016 :

Classe d'emploi	Nombre d'employés	Rémunération minimale	Rémunération maximale
Conseiller en gestion des ressources humaines - 100	4	53 719 $	76 293 $
Agent de la gestion financière - 103	1	39 568 $	72 852 $
Agent d'information - 104	4	40 241 $	76 293 $
104 (10)	1	44 265 $	83 922 $
Agent de recherche et de planification financière - 105	80	40 241 $	76 293 $
105 (10)	8	44 265 $	83 922 $
Analyste en informatique et en procédés administratifs - 108	12	40 963 $	75 644 $
108 (10)	6	45 059 $	83 208 $
Attaché d'administration - 111	1	41 023 $	75 532 $
Bibliothécaire - 112	1	41 023 $	75 532 $
Avocat et notaire - 115 (01)	12	53 843 $	108 546 $
115 (15)	8	124 828 $	124 828 $
Médecin - 120 (01)	12	157 800 $	168 800 $
120 (05)	5	109 711 $	125 421 $
Agent de bureau - 200 (10)	45	32 983 $	40 416 $
Bibliotechnicien - 217	2	33 805 $	50 278 $
Agente de secrétariat - 221 (20)	82	33 330 $	42 242 $
Magasinier - 241	1	31 047 $	37 677 $
Préposé aux renseignements - 249	3	34 882 $	44 105 $
Technicien en administration - 264 (10)	22	33 494 $	50 278 $
Technicien en administration - 264 (05)	1	50 936 $	54 935 $
Technicien en informatique - 272	6	37 019 $	52 798 $
Technicien en droit - 283	40	32 764 $	49 127 $
Préposé au matériel - 433 (10)	2	19,18 $	19,18 $
Manutentionnaire – 433 (15)	1	17,39 $	17,39 $
Cadre - 630	7	40 557 $	145 941 $
Cadre juridique - 640	1	127 622 $	153 807 $
Dirigeant - 825 (DMO7)	1	148 267 $	192 748 $
Vice-président - 826 (DMO5)	3	119 841 $	155 795 $
Membre (DMO4)	145	107 783 $	140 117 $
Étudiant - 990 (51)	5	11,18 $	14,16 $
990 (52)	1	13,09 $	19,41 $

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP8

FOURNIR, POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENCE OU DE LA HAUTE DIRECTION, LES MONTANTS VENTILÉS DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

a) des frais de déplacement;
b) des frais de représentation;
c) des frais de repas;
d) des frais de voyage;
e) des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

A – Commission des lésions professionnelles (CLP)

Voici les informations du 1er avril au 31 décembre 2015 :

a) Les frais de déplacement : 4 596,36 $

b) Les frais de représentation :

En vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein*, la présidente de la CLP dispose d'un budget de 3 450 $ réservé aux frais de représentation. Elle a utilisé 230,77 $. L'ensemble des autres membres du comité de direction ont dépensé un total de 343,60 $.

c) Les frais de repas : 1 575,99 $

d) Les frais de voyage : 3 015,22 $

e) Les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc. :

Les frais de participation à ces événements totalisent 0 $.

B – Commission des relations du travail (CRT)

Voici les informations du 1er avril au 31 décembre 2015 :

a) Les frais de déplacement : 7 167,44 $

b) Les frais de représentation :

En vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein*, le président de la CRT a utilisé 852 $ en frais de représentation et l'une des vice-présidentes a utilisé 401 $.

c) Les frais de repas : 2 935,23 $

d) Les frais de voyage : 403,70 $

e) Les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Les frais de participation à ces événements totalisent 0 $.

C – Tribunal administratif du travail (TAT)

Voici les informations du 1er janvier au 29 février 2016 :

a) Les frais de déplacement : 944,29 $

b) Les frais de représentation :

En vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein*, la présidente du TAT dispose d'un budget de 3 450 $ réservé aux frais de représentation. Elle a utilisé 0 $. L'ensemble des autres membres du comité de direction ont dépensé un total de 0 $.

c) Les frais de repas : 183,71 $

c) Les frais de voyage : 447,69 $

e) Les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Les frais de participation à ces événements totalisent 0 $.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 7 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP10

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. INDIQUER L'ÉVOLUTION DEPUIS 2011-2012, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

A – Commission des lésions professionnelles (CLP)

Pour la liste des bureaux et effectif, par région, de la Commission des lésions professionnelles (CLP), nous vous référons à la question 130.

B – Commission des relations du travail (CRT)

Pour la liste des bureaux et effectif, par région, de la Commission des relations du travail (CRT), nous vous référons à la question 11.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 2 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP11

DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR RÉGION.

A – Commission des lésions professionnelles (CLP)

Nous vous référons à la réponse fournie à la question 130.

B – Commission des relations du travail (CRT)

Répartition des postes par catégorie d'emploi du 1er avril au 31 décembre 2015

Nombre de postes					
Catégories d'emplois	*Postes réguliers*		*Postes occasionnels*		*Total*
	Québec	Montréal	Québec	Montréal	
Membres-dirigeants	1	2	0	0	3
Membres-commissaires	11	24	0	0	35
Cadres	1	1	0	0	2
Professionnels	20	24	0	0	44
Techniciens et employés de bureau	17	25	1	0	43
Total	**126**		**1**		**127**

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 1er avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP120

LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR ANNÉE DEPUIS 10 ANS.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des lésions professionnelles.

Du 1er avril au 31 décembre 2015 pour la CLP

TYPES DE DÉPENSES	
Services de transport et de télécommunications	**1 487 193 $**
Services professionnels, administratifs et autres	**3 537 242 $**
Loyers	**4 024 209 $**
Fournitures et approvisionnement	**248 520 $**
Autres dépenses	**1 164 843**
TOTAL	**10 462 007 $**

Du 1er janvier au 29 février 2016 pour toutes les divisions du TAT

TYPES DE DÉPENSES	
Services de transport et de télécommunications	**194 673 $**
Services professionnels, administratifs et autres	**410 318 $**
Loyers	**1 055 210 $**
Fournitures et approvisionnement	**50 791 $**
Autres dépenses	**317 079 $**
TOTAL	**2 028 071 $**

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP121

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS PAR DIVISION, NATURE DE CES DOSSIERS ET DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des lésions professionnelles (CLP).

Nombre de dossiers ouverts par division et nature de ces dossiers :

	1er avril 2015 au 29 février 2016
DIVISION FINANCEMENT	3 980
DIVISION PREVENTION ET INDEMNISATION	25 101
Retrait préventif	39
Mesures disciplinaires	137
LSST (autres)	210
LATMP (urgences)	226
Notion de lésion	13 150
Prestations	3 973
LATMP (autres)	46
Médical	7 198
Maladies pulmonaires	122
TOTAL	**29 081**

Délai moyen de traitement des dossiers, de la date d'ouverture à la date de fermeture, et ce, peu importe le type de fermeture (désistement, décision rendue à la suite d'une audience ou d'un accord en conciliation, etc.). Ce délai inclut les délais occasionnés par les remises d'audiences et les suspens demandés par les parties :

	1er avril 2015 au 29 février 2016
Délai moyen de fermeture	9,4 mois (285 jours)

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 31 mars 2016

Informations complémentaires à la fiche RP121

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP121X

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS PAR DIVISION, NATURE DE CES DOSSIERS ET DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des lésions professionnelles (CLP).

Nombre de dossiers ouverts par division et nature de ces dossiers :

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	01-04-2011 au 29-02-2012	01-04-2012 au 30-11-2012	01-04-2013 au 31-03-2014	01-04-2014 au 28-02-2015	01-04-2015 au 29-02-2016
DIVISION FINANCEMENT	4 057	3 049	3 478	3 401	3 980
DIVISION PREVENTION ET INDEMNISATION	24 960	18 508	26 551	24 939	25 101
Retrait préventif	73	64	69	61	39
Mesures disciplinaires	95	63	130	161	137
LSST (autres)*	1 322	891	235	224	210
LATMP (urgences)	72	91	176	226	226
Notion de lésion	13 589	9 844	14 129	13 068	13 150
Prestations	2 768	2 334	3 996	3 703	3 973
LATMP (autres)	50	46	45	21	46
Médical	6 851	5 003	7 632	7 366	7 198
Maladies pulmonaires	140	82	139	109	122
TOTAL	**29 017**	**21 557**	**30 029**	**28 340**	**29 081**

Délai moyen de traitement des dossiers, de la date d'ouverture à la date de fermeture, et ce, peu importe le type de fermeture (désistement, décision rendue à la suite d'une audience ou d'un accord en conciliation, etc.). Ce délai inclut les délais occasionnés par les remises d'audiences et les suspens demandés par les parties :

01-04-2013 au 31-03-2014	01-04-2014 au 28-02-2015	1er avril 2015 au 29 février 2016
10,3 mois	10 mois	9,4 mois (285 jours)

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP122

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, DÉLAI MOYEN ENTRE LE DÉPÔT D'UN APPEL ET LA DÉCISION, ET NATURE DES DÉCISIONS.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des lésions professionnelles (CLP).

DÉLAI MOYEN ENTRE
LA RÉCEPTION D'UNE CONTESTATION
ET LA DÉCISION RENDUE À LA SUITE D'UNE AUDIENCE

2015-2016

	1er avril 2015 au 29 février 2016
Sans les remises	6,7 mois (203 jours)
Avec les remises	11,1 mois (339 jours)

Voir la fiche RP121 pour la nature des décisions.

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 31 mars 2016

Informations complémentaires à la fiche RP122

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP122X

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, DÉLAI MOYEN ENTRE LE DÉPÔT D'UN APPEL ET LA DÉCISION, ET NATURE DES DÉCISIONS.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des lésions professionnelles (CLP).

DÉLAI MOYEN ENTRE
LA RÉCEPTION D'UNE CONTESTATION
ET LA DÉCISION RENDUE À LA SUITE D'UNE AUDIENCE

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	01-04-2011 au 29-02-2012	01-04-2012 au 30-11-2012	01-04-2013 au 31-03-2014	01-04-2014 au 28-02-2015	01-04-2015 au 29-02-2016
Sans les remises	7,7 mois	7,3 mois	7,2 mois	7 mois	6,7 mois (203 jours)
Avec les remises	12,2 mois	11,6 mois	11,7 mois	12 mois	11,1 mois (339 jours)

Voir la fiche RP121 pour la nature des décisions.

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 5 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP123

LISTE DES REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET SYNDICAUX ET DES ASSESSEURS RECONNUS EN INDIQUANT LE TOTAL DES FRAIS ET HONORAIRES REMBOURSÉS PAR LA CLP AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne concerne que la Commission des lésions professionnelles (CLP).

Le paritarisme au sein de la Commission des lésions professionnelles ayant été aboli le 1er janvier 2016 par l'entrée en vigueur de la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1), les données ne peuvent être fournies que pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015.

Liste des représentants patronaux et syndicaux – Honoraires et frais :

Membres issus des associations d'employeurs

	2015-2016 01-04-15 au 31-12-15
Frais et honoraires	**1 441 737,47 $**

Membres issus de la FTQ

	2015-2016 01-04-15 au 31-12-15
Frais et honoraires	**909 160,33 $**

Membres issus de la CSD

	2015-2016 01-04-15 au 31-12-15
Frais et honoraires	**130 964,77 $**

Membres issus de la CSN

	2015-2016 01-04-15 au 31-12-15
Frais et honoraires	**454 256,96 $**

Membres issus de la CSQ

	2015-2016 01-04-15 au 31-12-15
Frais et honoraires	**29 871,60 $**

.../2

Liste des assesseurs – Honoraires et frais :

La CLP est un tribunal spécialisé et la présence d'assesseurs, généralement des médecins, est parfois nécessaire pour conseiller le commissaire dans des dossiers complexes. La CLP a des assesseurs médicaux à temps plein qui sont rémunérés selon la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1) et elle doit également faire appel à des assesseurs contractuels. Le tableau suivant présente le montant des honoraires et frais de déplacement versés aux assesseurs contractuels pour la période indiquée.

	2015-2016 01-04-15 au 29-02-16
Frais et honoraires des assesseurs contractuels	**389 187,22 $**

SOURCE : Coordonnatrice des membres issus des associations d'employeurs et syndicales
COLLABORATION : Direction des ressources humaines et financières
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 4 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP123

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP123X

LISTE DES REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET SYNDICAUX ET DES ASSESSEURS RECONNUS EN INDIQUANT LE TOTAL DES FRAIS ET HONORAIRES REMBOURSÉS PAR LA CLP AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Répartition

La répartition est inégale entre les différentes associations syndicales, car celle-ci est déterminée en fonction du nombre de leurs membres syndiqués, et ce, dans chacune des régions du Québec. Puisque la FTQ compte le plus grand nombre de membres, c'est elle qui obtient le plus grand nombre de dossiers assignés. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean est la seule région où la FTQ ne compte pas le plus grand nombre de membres, la CSN y étant majoritaire. Par ailleurs, la CSQ et la CSD ne sont pas présentes dans toutes les régions du Québec.

Cette façon de répartir les assignations de dossiers entre les associations syndicales date de l'époque des bureaux de révision paritaires, soit avant 1998, et avait été négociée librement entre les associations syndicales. La CLP n'a fait que reconduire cette pratique.

Par ailleurs, voici les données relatives aux quatre dernières années :

Liste des représentants patronaux et syndicaux – Honoraires et frais

Membres issus des associations d'employeurs

	2012-2013 01-04-12 au 30-11-12	**2013-2014** 01-04-13 au 31-03-14	**2014-2015** 01-04-14 au 28-02-15	**2015-2016** 01-04-15 au 31-12-15
Frais et honoraires	**1 518 775,42 $**	**2 387 363,41 $**	**2 054 549,84 $**	**1 441 737,47 $**

Membres issus de la FTQ

	2012-2013 01-04-12 au 30-11-12	**2013-2014** 01-04-13 au 31-03-14	**2014-2015** 01-04-14 au 28-02-15	**2015-2016** 01-04-15 au 31-12-15
Frais et honoraires	**926 721,63 $**	**1 443 251,28 $**	**1 293 033,42 $**	**909 160,33 $**

.../2

Membres issus de la CSD

	2012-2013 01-04-12 au 30-11-12	2013-2014 01-04-13 au 31-03-14	2014-2015 01-04-14 au 28-02-15	2015-2016 01-04-15 au 31-12-15
Frais et honoraires	**146 444,64 $**	**239 606,00 $**	**205 087,43 $**	**130 964,77 $**

Membres issus de la CSN

	2012-2013 01-04-12 au 30-11-12	2013-2014 01-04-13 au 31-03-14	2014-2015 01-04-14 au 28-02-15	2015-2016 01-04-15 au 31-12-15
Frais et honoraires	**489 921,78 $**	**747 847,41 $**	**623 498,46 $**	**454 256,96 $**

Membres issus de la CSQ

	2012-2013 01-04-14 au 30-11-12	2013-2014 01-04-13 au 31-03-14	2014-2015 01-04-14 au 28-02-15	2015-2016 01-04-15 au 31-12-15
Frais et honoraires	**30 570,19 $**	**48 276,24 $**	**38 271,03 $**	**29 871,60 $**

Liste des assesseurs – Honoraires et frais

La CLP est un tribunal spécialisé et la présence d'assesseurs, généralement des médecins, est parfois nécessaire pour conseiller le commissaire dans des dossiers complexes. La CLP a des assesseurs médicaux à temps plein qui sont rémunérés selon la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1) et elle doit également faire appel à des assesseurs contractuels. Le tableau suivant présente le montant des honoraires et frais de déplacement versés aux assesseurs contractuels au cours des trois dernières années.

	2013-2014 1er avril 2013 au 31 mars 2014	2014-2015 1er avril 2014 au 28 février 2015	2015-2016 1er avril 2015 au 29 février 2016
Frais et honoraires des assesseurs contractuels	**445 662,00 $**	**340 897,23 $**	**389 187,22 $**

SOURCE : Coordonnatrice des membres issus des associations d'employeurs et syndicales
COLLABORATION : Direction des ressources humaines et financières
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP124

NOMBRE DE CONCILIATEURS ET NOMBRE D'ENTENTES HORS COUR ENTÉRINÉES PAR LE TRIBUNAL AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des lésions professionnelles (CLP).

Voici les résultats entre le 1er avril 2015 et le 29 février 2016 :

Nombre de conciliateurs	45
Nombre de dossiers dans lesquels les parties ont conclu un accord par la suite entériné par le tribunal	3 850
Nombre de transactions conclues entre les parties en vertu du *Code civil du Québec*	5 533

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION : Direction des ressources humaines et financières
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 31 mars 2016

Informations complémentaires à la fiche RP124

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP124X

NOMBRE DE CONCILIATEURS ET NOMBRE D'ENTENTES HORS COUR ENTÉRINÉES PAR LE TRIBUNAL AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des lésions professionnelles (CLP).

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	01-04-2011 au 29-02-2012	01-04-2011 au 30-11-2012	01-04-2013 au 31-03-2014	01-04-2014 au 28-02-2015	01-04-15 au 29-02-2016
Nombre de conciliateurs	50	49	48	47	45
Nombre de dossiers dans lesquels les parties ont conclu un accord par la suite entériné par le tribunal	3 915	3 232	4 968	4 382	3 850
Nombre de transactions conclues entre les parties en vertu du *Code civil du Québec*	5 681	4 188	6 195	5 527	5 533

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION : Direction des ressources humaines et financières
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP125

NOMBRE ET POURCENTAGE DE DÉSISTEMENTS ENREGISTRÉS À LA CLP ET PRINCIPAUX MOTIFS INVOQUÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des lésions professionnelles.

2015 – 2016

Entre le 1er avril 2015 et le 29 février 2016, la CLP a enregistré 16 780 désistements :

- 65,4 % (soit 10 981) de ces désistements découlent d'une activité de conciliation;
- 34,6 % (soit 5 799) de ces désistements sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé la CLP du retrait de sa contestation.

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 31 mars 2016

Informations complémentaires à la fiche RP125
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP125X

NOMBRE ET POURCENTAGE DE DÉSISTEMENTS ENREGISTRÉS À LA CLP ET PRINCIPAUX MOTIFS INVOQUÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

2015 – 2016

Entre le 1er avril 2015 et le 29 février 2016, la CLP a enregistré 16 780 désistements :

- 65,4 % (soit 10 981) de ces désistements découlent d'une activité de conciliation;
- 34,6 % (soit 5 799) de ces désistements sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé la CLP du retrait de sa contestation.

2014 – 2015

Entre le 1er avril 2014 et le 28 février 2015, la CLP a enregistré 16 152 désistements :

- 67,8 % de ces désistements découlent d'une activité de conciliation;
- 32,2 % des désistements sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé la CLP du retrait de sa contestation.

2013 – 2014

Entre le 1er avril 2013 et le 31 mars 2014, la CLP a enregistré 18 237 désistements :

- 68,7 % de ces désistements découlent d'une activité de conciliation;
- 31,3 % des désistements sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé la CLP du retrait de sa contestation.

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP126

NOMBRE DE REMISES DEMANDÉES PAR LES EMPLOYEURS, LA CLP OU LES TRAVAILLEURS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

	01-04-2015 au 29-02-2016
Nombre de remises demandées	
• Par les employeurs	5 517
• Par les travailleurs	5 109
• Par la CLP	0

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 31 mars 2016

Informations complémentaires à la fiche RP126

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP126X

NOMBRE DE REMISES DEMANDÉES PAR LES EMPLOYEURS, LA CLP OU LES TRAVAILLEURS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

	2011-2012 01-04-2011 au 29-02-2012	**2012-2013** 01-04-2012 au 30-11-2012	**2013-2014** 01-04-2013 au 31-03-2014	**2014-2045** 01-04-2013 au 28-02-2015	**2015-2016** 01-04-2015 au 29-02-2016
Nombre de remises demandées					
• Par les employeurs	4 565	3 387	5 529	5 051	5 517
• Par les travailleurs	4 562	3 472	5 642	4 989	5 109
• Par la CLP	0	0	0	0	0

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 31 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP127

NOMBRE D'AVIS TRAITÉS PAR LE BEM ET NOMBRE D'AVIS RENVERSÉS PAR LA CLP AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des lésions professionnelles, pour la période du 1er avril 2015 au 31 décembre 2015, et qu'à la division de la santé et de la sécurité du travail du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1er janvier au 29 février 2016.

	2015-2016
	01-04-2015 au 29-02-2016
Nombre d'avis émis par le BEM et ayant fait l'objet d'une contestation	1 531
Nombre de ces avis ayant été renversés	209

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 24 mars 2016

Informations complémentaires à la fiche RP127

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP127X

NOMBRE D'AVIS TRAITÉS PAR LE BEM ET NOMBRE D'AVIS RENVERSÉS PAR LA CLP AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
	01-04-2012 au 30-11-2012	01-04-2013 au 31-03-2014	01-04-2014 au 28-02-2015	01-04-2015 au 29-02-2016
Nombre d'avis émis par le BEM et ayant fait l'objet d'une contestation à la CLP	1 317	1 532	1 451	1 531
Nombre de ces avis ayant été renversés par la CLP	181	198	178	209

Bien que la question ne porte que sur le nombre d'avis « renversés », et que nous nous soyons limités à répondre à celle-ci, cette question est plus complexe qu'il n'y paraît. Il arrive parfois que le BEM fasse l'objet de reportages autant à la télévision que dans les journaux. Ces reportages s'appuient entre autres sur des statistiques de la CLP et en tirent des conclusions quant à la qualité des avis émis par le BEM et à la nécessité de maintenir en place cet organisme.

Ces statistiques peuvent toutefois être analysées de différentes façons et diverses conclusions peuvent en être tirées. À titre d'exemple, pour la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016, les données disponibles sont les suivantes :

NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES
CONFIRMANT / INFIRMANT / MODIFIANT LE BEM

NATURE	ANNUEL		
	Confirmant	**Infirmant**	**Modifiant**
Financement	0	0	0
Indemnisation et réparation			
Urgent	57	16	54
Prioritaire	323	186	841
Régulier	18	7	29
Total	**398**	**209**	**924**
	1 531		

.../2

(suite)

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que les décisions confirmant, infirmant ou modifiant le BEM peuvent être rendues à la suite d'une audience ou à la suite d'une conciliation. Voici le détail des décisions rendues à la suite d'une audience :

- nombre de décisions confirmant le BEM : 364
- nombre de décisions infirmant le BEM : 133
- nombre de décisions modifiant le BEM : 243

Quant aux décisions rendues à la suite d'une conciliation, 34 ont confirmé le BEM, 76 l'ont infirmé et 681 l'ont modifié. Il faut souligner que l'activité de conciliation génère beaucoup plus de désistements que d'accords entérinés par une décision, ce qui a pour effet de confirmer l'avis du BEM.

À la lumière des données qui précèdent, il faut comprendre que la CLP a rendu, entre le 1er avril 2015 et le 29 février 2016, **1 531** décisions à la suite des avis émis par le BEM. **740** de ces décisions ont été rendues à la suite d'une audience, alors que **791** décisions ont été rendues en vertu de l'article 429.46 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP) et entérinaient des accords intervenus entre les parties à la suite d'une conciliation.

Deux raisons expliquent la réaction des médias ou des groupes de pression lorsqu'ils analysent les chiffres fournis. **PREMIEREMENT**, les médias ne font aucune distinction entre les décisions de la CLP qui ont été rendues à la suite d'une audience et celles qui ont entériné un accord intervenu en conciliation. Or, en raison de la nature même d'un processus de conciliation, il n'est pas surprenant qu'un fort pourcentage des accords ait « modifié le BEM » au lieu de le confirmer ou de l'infirmer. De plus, le faible taux d'accords ayant confirmé le BEM s'explique facilement puisque les parties qui désirent confirmer le BEM se désistent normalement de leur contestation. Ceci rend toutefois plus complexe l'analyse des chiffres. Il y aurait peut-être lieu, dans un tel contexte, d'éviter de tenir compte des décisions rendues à la suite d'accords intervenus en conciliation puisqu'il est impossible d'en tirer des conclusions.

DEUXIEMEMENT, certains journalistes ont déjà présenté les décisions « modifiant » le BEM comme étant des décisions qui s'apparentent plus aux décisions infirmant le BEM qu'à celles le confirmant. Or, il nous semble difficile de tirer une conclusion à partir des décisions qui ont « modifié » le BEM. En effet, le BEM peut se prononcer sur cinq (5) points différents et il est fréquent que la décision de la CLP ne modifie qu'un seul de ces points. Dans ce cas, la décision « modifiant le BEM » s'apparenterait beaucoup plus à une décision « confirmant le BEM » qu'à une décision « infirmant le BEM ». En conclusion, les décisions qui modifient le BEM peuvent être perçues aussi bien positivement que négativement.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 24 mars 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP128

POURCENTAGE DE DÉCISIONS DONNANT GAIN DE CAUSE AUX DEMANDEURS ET POURCENTAGE DONNANT GAIN DE CAUSE AUX APPELANTS POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne concerne que la Commission des lésions professionnelles.

Les tableaux suivants présentent le pourcentage des décisions qui ont accueilli ou rejeté les requêtes déposées par les travailleurs et les employeurs, pour la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016, et pour chacune des divisions.

FINANCEMENT

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS*	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2015 au 29-02-2016	01-04-2015 au 29-02-2016
TOTAL DES DECISIONS RENDUES	0	1 572
Décisions accueillant les requêtes	0	780 (49 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	0	153 (10 %)
Décisions rejetant les requêtes	0	639 (41 %)

* Les travailleurs ne peuvent contester les décisions rendues en matière de financement (cotisation des employeurs, classification des entreprises, imputation des coûts).

PREVENTION ET INDEMNISATION

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2015 au 29-02-2016	01-04-2015 au 29-02-2016
TOTAL DES DECISIONS RENDUES	4 141	1 618
Décisions accueillant les requêtes	1 595 (39 %)	611 (38 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	249 (6 %)	146 (9 %)
Décisions rejetant les requêtes	2 297 (55 %)	861 (53 %)

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 1er avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP128

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP128X

POURCENTAGE DE DÉCISIONS DONNANT GAIN DE CAUSE AUX DEMANDEURS ET POURCENTAGE DONNANT GAIN DE CAUSE AUX APPELANTS POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Les tableaux suivants présentent le pourcentage des décisions qui ont accueilli ou rejeté les requêtes déposées par les travailleurs et les employeurs, pour les trois dernières années, et dans chacune des divisions.

FINANCEMENT

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS*			REQUÊTES DES EMPLOYEURS		
	2013-2014 01-04-2013 au 31-03-2014	**2014-2015** 01-04-2014 au 28-02-2015	**2015-2016** 01-04-2015 au 29-02-2016	**2013-2014** 01-04-2013 au 31-03-2014	**2014-2015** 01-04-2014 au 28-02-2015	**2015-2016** 01-04-2015 au 29-02-2016
TOTAL DES DECISIONS RENDUES	0	0	0	1 930	1 461	1 572
Décisions accueillant les requêtes	0	0	0	1 003 (52 %)	734 (50 %)	780 (49 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes				174 (9 %)	132 (9 %)	153 (10 %)
Décisions rejetant les requêtes	0	0	0	753 (39 %)	595 (41 %)	639 (41 %)

* Les travailleurs ne peuvent contester les décisions rendues en matière de financement (cotisation des employeurs, classification des entreprises, imputation des coûts).

PREVENTION ET INDEMNISATION

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS			REQUÊTES DES EMPLOYEURS		
	2013-2014 01-04-2013 au 31-03-2014	**2014-2015** 01-04-2014 au 28-02-2015	**2015-2016** 01-04-2015 au 29-02-2016	**2013-2014** 01-04-2013 au 31-03-2014	**2014-2015** 01-04-2014 au 28-02-2015	**2015-2016** 01-04-2015 au 29-02-2016
TOTAL DES DECISIONS RENDUES	5 188	4 331	4 141	1 691	1 613	1 618
Décisions accueillant les requêtes	1 947 (37 %)	1 669 (39 %)	1 595 (39 %)	675 (40 %)	650 (40 %)	611 (38 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	286 (6 %)	261 (6 %)	249 (6 %)	187 (11 %)	199 (13 %)	146 (9 %)
Décisions rejetant les requêtes	2 955 (57 %)	2 401 (55 %)	2 297 (55 %)	829 (49 %)	764 (47 %)	861 (53 %)

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP129

NOMBRE DE PLAINTES LOGÉES À LA CLP ET NATURE DES PLAINTES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des lésions professionnelles (CLP)

Les statistiques qui suivent présentent le nombre de plaintes traitées en 2015-2016, les motifs invoqués et le sort réservé à chacune des plaintes. La plainte qualifiée de fondée est celle qui requiert ou aurait pu requérir une intervention directe pour corriger la situation. La plainte est qualifiée de non fondée lorsqu'aucune intervention n'apparaît nécessaire ou utile. Les plaintes irrecevables sont celles qui ne rencontrent pas les conditions d'ouverture.

Du 1er avril 2015 au 29 février 2016, le Service des plaintes a enregistré 45 plaintes, dont 7 étaient fondées, 2 fondées en partie, 14 non fondées et 22 irrecevables.

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie*	Plaintes fondées*	Plaintes irrecevables	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				16	16
DÉCISION (DÉLIBÉRÉ)					
LOIS ET RÈGLEMENTS	1				1
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	3		2		5
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	2		1		3
COMPORTEMENT DU PERSONNEL[1] ET QUALITÉ DES SERVICES	4	2	3	3	12
AUDIENCE	3				3
CONCILIATION			1		1
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS					
AUTRES	1			3	2
TOTAL :	14	2	7	22	45

[1] Pour des fins statistiques, le mot personnel inclut également les commissaires, les assesseurs et les membres issus des associations syndicales et des associations d'employeurs.

* Lorsque la plainte a été considérée fondée ou fondée en partie, la CLP a pris des mesures pour corriger la situation et apporter les changements nécessaires afin d'éviter qu'une telle situation se reproduise.

SOURCE : Service des plaintes
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 2 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP129

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP129X

NOMBRE DE PLAINTES LOGÉES À LA CLP ET NATURE DES PLAINTES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Plaintes traitées par le Service des plaintes de la Commission des lésions professionnelles entre le 1er avril 2014 et le 28 février 2015 :

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie	Plaintes fondées	Plaintes irrecevables	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				15	**15**
DÉCISION (DÉLIBÉRÉ)	1		10		**11**
LOIS ET RÈGLEMENTS	1			1	**2**
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	5		2		**7**
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	1	1	1	3	**6**
COMPORTEMENT DU PERSONNEL ET QUALITÉ DES SERVICES	5				**5**
AUDIENCE					
LANGUE		1			**1**
CONCILIATION				1	**1**
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	2				**2**
AUTRES	2			9	**11**
TOTAL :	**17**	**2**	**13**	**29**	**61**

.../2

(suite)

Plaintes traitées par le Service des plaintes de la Commission des lésions professionnelles entre le 1er avril 2013 et le 31 mars 2014 :

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie	Plaintes fondées	Plaintes irrecevables	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				24	**24**
DÉCISION (DÉLIBÉRÉ)			13		**13**
LOIS ET RÈGLEMENTS	1		1	3	**5**
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	6	3	11		**20**
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	5		6	3	**14**
COMPORTEMENT DU PERSONNEL ET QUALITÉ DES SERVICES	5	2	1		**8**
AUDIENCE	7				**7**
LANGUE	1				**1**
CONCILIATION	2				**2**
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	1				**1**
AUTRES	2		1	4	**7**
TOTAL :	**30**	**5**	**33**	**34**	**102**

SOURCE : Service des plaintes
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 5 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP130

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS 2011-2012 ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

Cette question ne concerne que la Commission des lésions professionnelles (CLP)

Liste des bureaux régionaux et effectif rattaché
En date du 31 décembre 2015

Territoire habituel de travail	Commissaires	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie	4		3	1	4		12
Québec	12	5	30	17	11	1	76
Saguenay – Lac-St-Jean	4		1	1	4		10
Abitibi-Témiscamingue	2		1	1	2		6
Lanaudière	8		5	2	9		24
Yamaska	5		3	1	5		14
Chaudière-Appalaches	9		5	2	5		21
Bas-St-Laurent/ Iles-Mad./Gasp./Côte -Nord (Gaspé)	3		1		2		6
▪ Rimouski	3		2	2	2		9
▪ Sept-Îles	1		1		1.5		3.5
Mauricie – Centre-du-Québec							
▪ Trois-Rivières	3		2	2	3		10
▪Drummondville	2		2.5	1	3		8.5
Montréal	28	2	34.5	15	25	1	105.5
Montérégie	10		3	1	7		21
Outaouais	3		1	1	2		7
Laval	7		3	1	5		16
Laurentides	9		4	2	8		23
Richelieu-Salaberry							
▪ Saint-Jean-sur-Richelieu	3		3	1	3		10
▪ Salaberry-de-Valleyfield	3		2		3		8
TOTAL	**119**	**7**	**107**	**51**	**104.5**	**2**	**390.5**

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 2 avril 2016

RP130X

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

Liste des bureaux régionaux et effectif rattaché

En date du 28 février 2015

Territoire habituel de travail	Commissaires	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel et bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie	4		3,0	1,0	4,0		12,0
Québec	13	5	22,0	17,0	13,0	1	71,0
Saguenay-Lac-St-Jean	4		1,0	1,0	4,0		10,0
Abitibi-Témiscamingue	2		1,0	1,0	2,0		6,0
Lanaudière	9		5,0	2,0	9,0		25,0
Yamaska	5		3,0	1,0	5,0		14,0
Chaudière-Appalaches	8		4,0	2,0	6,0		20,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord (Gaspé)	3		1,0		2,0		6,0
.Rimouski	3		3,0	2,0	2,0		10,0
.Sept-Iles	1		1,0		1,5		3,5
Mauricie-Centre-du-Québec							0,0
.Trois-Rivières	3		2,4	2,0	3,0		10,4
.Drummondville	2		2,6	1,0	3,0		8,6
Montréal	29	2	42,5	17,0	28,0	1	119,5
Montérégie	10		3,0	1,0	8,0		22,0
Outaouais	4		1,0	1,0	2,0		8,0
Laval	7		3,0	1,0	5,0		16,0
Laurentides	9		4,0	2,0	9,0		24,0
Richelieu-Salaberry							0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu	4		3,0	1,0	4,0		12,0
.Salaberry-de-Valleyfield	3		2,0	1,0	3,0		9,0
TOTAL	123	7	107,5	54,0	113,5	2	407,0

DRHF - 2016-04-08

RP130X

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

Liste des bureaux régionaux et effectif rattaché

En date du 31 mars 2014

Territoire habituel de travail	Commissaires	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel et bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie	4		3,0	1,0	5,0		13,0
Québec	13	4	32,0	17,0	14,0	1	81,0
Saguenay-Lac-St-Jean	5		3,0	1,0	4,0		13,0
Abitibi-Témiscamingue	2		1,0	1,0	2,0		6,0
Lanaudière	10		5,0	2,0	9,0		26,0
Yamaska	6		3,0	1,0	5,0		15,0
Chaudière-Appalaches	8		5,0	2,0	6,0		21,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord (Gaspé)	3		1,0		2,0		6,0
.Rimouski	3		2,0	2,0	3,0		10,0
.Sept-Iles	1		1,0		1,5		3,5
Mauricie-Centre-du-Québec							0,0
.Trois-Rivières	1		2,4	2,0	3,0		8,4
.Drummondville	2		2,6	1,0	3,0		8,6
Montréal	30	1	34,5	17,0	29,0	1	112,5
Montérégie	10		4,0	1,0	8,0		23,0
Outaouais	4		1,0	1,0	2,0		8,0
Laval	6		3,0	1,0	5,0		15,0
Laurentides	8		5,0	2,0	9,0		24,0
Richelieu-Salaberry							0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu	4		3,0	1,0	3,0		11,0
.Salaberry-de-Valleyfield	3		2,0	1,0	3,0		9,0
TOTAL	123	5	113,5	54,0	116,5	2	414,0

DRHF - 2016-04-05

RP130X

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

Liste des bureaux régionaux et effectif rattaché

En date du 31 mars 2013

Territoire habituel de travail	Commissaires	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel et bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie	5		3,0	1,0	4,0		13,0
Québec	16	5	31,0	18,0	15,0	1	86,0
Saguenay-Lac-St-Jean	5		2,0	1,0	4,0		12,0
Abitibi-Témiscamingue	1		1,0	1,0	2,0		5,0
Lanaudière	6		5,0	2,0	9,0		22,0
Yamaska	5		3,0	1,0	5,0		14,0
Chaudière-Appalaches	8		5,0	2,0	6,0		21,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord (Gaspé)	3		1,0		2,0		6,0
.Rimouski	3		2,0	2,0	3,0		10,0
.Sept-Iles	1		1,0		1,5		3,5
Mauricie-Centre-du-Québec							0,0
.Trois-Rivières	3		2,4	1,0	3,0		9,4
.Drummondville	2		2,6	1,0	3,0		8,6
Montréal	33	1	34,5	13,0	33,0	1	115,5
Montérégie	11		4,0	1,0	8,0		24,0
Outaouais	4		1,0	1,0	2,0		8,0
Laval	6		3,0	1,0	5,0		15,0
Laurentides	9		5,0	2,0	9,0		25,0
Richelieu-Salaberry							0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu	4		3,0	1,0	4,0		12,0
.Salaberry-de-Valleyfield	3		2,0	1,0	4,0		10,0
TOTAL	128	6	111,5	50,0	122,5	2	420,0

DRHF - 2016-04-08

RP130X

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

Liste des bureaux régionaux et effectif rattaché

En date du 31 mars 2012

Territoire habituel de travail	Commissaires	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel et bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie	5		3	1	4		13,0
Québec	16	5	30	20	15	1	87,0
Saguenay-Lac-St-Jean	5		2	1	4		12,0
Abitibi-Témiscamingue	1		1	1	3		6,0
Lanaudière	6		5	2	9		22,0
Yamaska	6		3	1	5		15,0
Chaudière-Appalaches	8		5	2	6		21,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord (Gaspé)	3		1	0	2		6,0
.Rimouski	3		2	2	3		10,0
.Sept-Iles	1		1	0	2		3,5
Mauricie-Centre-du-Québec			0	0	0		0,0
.Trois-Rivières	1		2	1	3		7,4
.Drummondville	3		3	1	3		9,6
Montréal	33	2	35	17	32	1	119,5
Montérégie	11		4	1	8		24,0
Outaouais	4		2	1	2		9,0
Laval	5		3	1	5		14,0
Laurentides	10		5	2	9		26,0
Richelieu-Salaberry			0	0	0		0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu	4		3	1	4		12,0
.Salaberry-de-Valleyfield	3		2	1	4		10,0
TOTAL	125	7	111,5	56	123	2	427,0

DRHF - 2016-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP182

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS (CSE)

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI SONT ALLÉS EN RÉVISION JUDICIAIRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES.

Cette question ne s'adresse qu'à la division des services essentiels de la Commission des relations du travail (CRT) pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015.

Au cours de la période du 1er avril au 31 décembre 2015, une décision de la CRT – division des services essentiels – a fait l'objet d'une demande de révision judiciaire à la Cour supérieure. L'audition a eu lieu les 16 et 17 mars 2016 et le commissaire a pris l'affaire en délibéré. Aucune décision n'a été rendue au cours de la période.

Cette question ne s'adresse qu'à la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1er janvier au 29 février 2016.

Au cours de la période du 1er janvier au 29 février 2016, aucune décision du TAT – division des services essentiels – n'a fait l'objet d'une demande de révision judiciaire. Aucune décision n'a été rendue au cours de la période.

SOURCE : Direction des services juridiques
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 1er avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP183

DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYENS.

2015-2016 :

Au cours de la période du 1er avril au 31 décembre 2015, le délai moyen de traitement a été de 33 jours pour 903 dossiers conclus par la Commission des relations du travail en matière de services essentiels.

Pour la période du 1er janvier au 29 février 2016, le délai a été de 62 jours pour 24 dossiers conclus par la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION : Secrétariat et direction régionale
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP184

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS PAR MÉDIATION.

Voici les données provenant de la division des services essentiels de la Commission des relations du travail (CRT) pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015 :

Au cours de la période du 1er avril au 31 décembre 2015, 33 dossiers en services essentiels ont été réglés par voie de médiation par la Commission des relations du travail.

Voici les données provenant de la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1er janvier au 29 février 2016 :

Au cours de la période du 1er janvier au 29 février 2016, 7 dossiers en services essentiels ont été réglés par voie de médiation par la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 2 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP184

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP184X

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS PAR MÉDIATION.

Cette question ne s'adresse qu'à la division des services essentiels de la Commission des relations du travail (CRT).

2012-2013 : 89

2013-2014 : 57

2014-2015 : 36

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP185

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES, PAR SECTEUR D'INTERVENTION.

Voici les données provenant de la division des services essentiels de la Commission des relations du travail (CRT) pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015 :

Au cours de la période du 1er avril au 31 décembre 2015, la CRT a rendu 899 décisions dans sa division des services essentiels.

- SERVICES PUBLICS
  En évaluation de services essentiels : **11** décisions
  Difficultés ou modification de listes : **2** décisions

- SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC
  En évaluation de services essentiels : **825** décisions
  Difficultés ou modification de listes : **14** décisions
  Avis de grève ou lock-out non conforme : **2** décisions

- FONCTION PUBLIQUE
  En évaluation de services essentiels : **18** décisions
  Difficultés ou modification de listes : **1** décisions

REDRESSEMENT

- Services publics : **3** décisions
- Secteurs public et parapublic : **20** décisions
- Fonction publique : **3** décisions

Voici les données provenant de la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1er janvier au 29 février 2016 :

Au cours de la période du 1er janvier au 29 février 2016, le TAT a rendu 23 décisions dans sa division des services essentiels.

- SERVICES PUBLICS
  En évaluation de services essentiels : **2** décisions
  Difficultés ou modification de listes : **1** décision

- SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC
  En évaluation de services essentiels : **0** décision
  Difficultés ou modification de listes : **0** décision
  Avis de grève ou lock-out non conforme : **0** décision

- FONCTION PUBLIQUE
  En évaluation de services essentiels : **5** décisions
  Difficultés ou modification de listes : **0** décision

.../2

REDRESSEMENT

- Services publics : **4** décisions
- Secteurs public et parapublic : **10** décisions
- Fonction publique : **1** décision

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 2 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP186

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS (CSE)

MESURES DE RÉPARATION IMPOSÉES PAR LE CSE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Voici les données provenant de la division des services essentiels de la Commission des relations du travail (CRT) pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015 :

Au cours de la période du 1er avril au 31 décembre 2015, il n'y a eu aucune mesure de réparation imposée par le Conseil des services essentiels de la Commission des relations du travail.

Voici les données provenant de la division des services essentiels du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1er janvier au 29 février 2016 :

Au cours de la période du 1er janvier au 29 février 2016, il n'y a eu aucune mesure de réparation imposée par le Conseil des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 2 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP186

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP186X

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS (CSE)

MESURES DE RÉPARATION IMPOSÉES PAR LE CSE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la division des services essentiels de la Commission des relations du travail (CRT).

Entre le 1er avril 2012 et le 31 décembre 2015, aucune mesure de réparation n'a été imposée.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP187

VENTILATION DES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ABOLITION DU CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS ET DE L'INTÉGRATION DE SES ACTIVITÉS À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL.

Sans objet

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 2 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP188

LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT, PAR ANNÉE, DEPUIS 10 ANS.

Les dépenses de fonctionnement du Conseil des services essentiels (CSE) sont intégrées dans les dépenses générales de fonctionnement de la CRT depuis 2011.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 5 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP189

CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS 2011-2012 ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

Nous vous référons à la réponse fournie à la question 11 puisque les bureaux du Conseil des services essentiels sont intégrés à ceux de la CRT depuis 2011.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP190

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS À DES LITIGES SUR LES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET TRANSMETTRE LES DÉCISIONS. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des relations du travail (CRT)

Les tableaux suivants couvrent la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016 :

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise	
Nature des décisions rendues	Année
	2015-2016
Accueillies	191
Désistements	16
Règlements	0
Rejetées	2
Sous-total	**209**

Article 46: Résolution de difficultés	
Nature des décisions rendues	Année
	2015-2016
Accueillies	1
Désistements	2
Règlements	0
Rejetées	0
Sous-total	**3**

TOTAL	**212**

La plupart des requêtes accueillies le sont de consentement.

Les décisions motivées des commissaires sont accessibles par l'entremise du site Web du Tribunal (www.tat.gouv.qc.ca), alors que l'ensemble des décisions rendues en vertu des articles 45 et 46 du Code du travail sont disponibles sur le site COR@IL (www.corail.gouv.qc.ca).

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 2 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP190

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP190X

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS À DES LITIGES SUR LES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET TRANSMETTRE LES DÉCISIONS. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

Cette question ne concerne que la Commission des relations du travail.

Les tableaux suivants couvrent la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise					
Nature des décisions rendues	**Année**				
	2011-2012	**2012-2013**	**2013-2014**	**2014-2015**	**2015-2016**
Accueillies	163	158	139	160	191
Désistements	16	10	16	11	16
Règlements	0	1	1	0	0
Rejetées	0	1	0	0	2
Sous-total	**179**	**170**	**156**	**171**	**209**

Article 46: Résolution de difficultés					
Nature des décisions rendues	**Année**				
	2011-2012	**2012-2013**	**2013-2014**	**2014-2015**	**2015-2016**
Accueillies	2	1	0	3	1
Désistements	6	1	2	0	2
Règlements	0	1	1	1	0
Rejetées	1	0	0	0	0
Sous-total	**9**	**3**	**3**	**4**	**3**

TOTAL	**188**	**173**	**159**	**175**	**212**

La plupart des requêtes accueillies le sont de consentement.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche RP191

AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES, FOURNIR UNE LISTE DETAILLEE (NOM DE LA PERSONNE CONCERNEE, NOM DE LA MUNICIPALITÉ, OBJET DE L'APPEL) DES REQUETES EN APPEL LOGEES PAR UN SECRETAIRE, UN SECRETAIRE-TRESORIER OU UN CADRE MUNICIPAL DEVANT LA CRT.

Voir la liste détaillée qui suit.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Secrétariat et direction générale
DATE : 31 mars 2016

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom de la personne concernée
CM20151922	2015-04-07	Loi sur les cités et villes (dest.)	Carole Harvey
			Ville de L'Assomption
CM20152056	2015-04-14	Loi sur les cités et villes (dest.)	Josianne Lanciault-Bisson
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal - Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie
CM20152150	2015-04-16	Code municipal du Québec (dest.)	Émilie Vallière
			Municipalité du village de Fort-Coulonge
CM20152283	2015-04-23	Code municipal du Québec (dest.)	Hafida Daoudi
			Municipalité de Val-David
CM20152299	2015-04-23	Code municipal du Québec (dest.)	Élise Guertin
			Municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu
CM20152584	2015-05-03	Code municipal du Québec (susp.)	Jacqueline Fournier
			Municipalité de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau
CM20152594	2015-05-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Éric Braney
			Ville de Lachute
CM20152850	2015-05-14	Loi sur les cités et villes (dest.)	Jean Lacroix
			Ville de L'Assomption
CM20152923	2015-05-15	Code municipal du Québec (dest.)	Gino Dubé
			Municipalité de Saint-Michel
CM20152937	2015-05-19	Loi sur les cités et villes (dest.)	Myriam Blais
			Ville de Longueuil
CM20153342	2015-05-26	Loi sur les cités et villes (dest.)	Michel Girouard
			Ville de Rosemère
CM20153376	2015-05-27	Loi sur les cités et villes (dest.)	André Lambert
			Ville de Gatineau
CM20153922	2015-06-08	Code municipal du Québec (dest.)	Canton de Nédélec
			Réjean Laramée

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom de la personne concernée
CM20154285	2015-06-22	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Roxton Pond
			Philippe Brasseur
CM20154877	2015-06-23	Code municipal du Québec (dest.)	Jessica Mallette
			MRC de la Vallée-de-la-Gatineau
CM20155102	2015-07-03	Loi sur les cités et villes (dest.)	Isabelle Goulet
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal Arrondissement Ahuntsic-Cartierville
CM20155214	2015-07-08	Code municipal du Québec (dest.)	Josée Tellier
			Municipalité de Saint-Damien
CM20155218	2015-07-10	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Clerval
			Patricia Lamarre
CM20155370	2015-07-22	Loi sur les cités et villes (dest.)	Ville de Blainville
			Yvon Couillard
CM20155493	2015-07-24	Loi sur les cités et villes (dest.)	Guylaine Roy
			Ville de Montréal
CM20155730	2015-08-04	Loi sur les cités et villes (susp.)	Daniel Desnoyers
			Ville d'Otterburn Park
CM20155913	2015-08-19	Code municipal du Québec (dest.)	Diane Aubry
			Municipalité de Lacolle
CM20156046	2015-08-25	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de la Minerve
			Pierre Gagnon
CM20156128	2015-08-31	Loi sur les cités et villes (dest.)	Guylaine Roy
			Ville de Montréal
CM20156136	2015-08-31	Loi sur les cités et villes (dest.)	Nancy Bergeron
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal, arrondissement de L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom de la personne concernée
CM20156332	2015-09-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Ville de Montréal
			Yann Davies
CM20156354	2015-09-14	Loi sur les cités et villes (dest.)	Damien Cloutier
			Laval Technopole
			Ville de Laval
CM20156355	2015-09-14	Loi sur les cités et villes (dest.)	Société d'habitation et de développement de Montréal
			Stéphane Leclerc
CM20156914	2015-10-14	Code municipal du Québec (dest.)	Herman Currie
			Municipalite de Namur
CM20157684	2015-11-11	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité régionale de comté de Montcalm
			Norbert Vendette
CM20157819	2015-11-20	Loi sur la Commission municipale (dest.)	André Métivier
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal Service des technologies de l'information
CM20158177	2015-12-07	Loi sur les cités et villes (dest.)	Marie-Eve Roy
			Ville de Brossard
CM20158179	2015-12-07	Loi sur les cités et villes (dest.)	Sébastien Mercier
			Ville de Beloeil
CM20158209	2015-12-07	Loi sur les cités et villes (dest.)	Caroline Gaulin
			Ville de Stanstead
CM20158288	2015-12-09	Loi sur les sociétés de transport en commun (dest.)	Gérard Savard
			Réseau de transport de Longueuil
CM20160029	2015-12-29	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cité de Côte Saint-Luc
			David Taveroff

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom de la personne concernée
CQ20153680	2015-05-21	Code municipal du Québec (dest.)	Germaine Pelletier
			Municipalité de Shannon
CQ20154257	2015-06-16	Code municipal du Québec (dest.)	Eric Chrétien
			Municipalité Saint-Édouard-de-Lotbinière
CQ20154979	2015-07-02	Code municipal du Québec (dest.)	Constance Gagné
			Municipalité de Saint-Bruno-de-Kamouraska
CQ20156073	2015-08-25	Code municipal du Québec (dest.)	Claire St-Laurent
			Municipalité de Saint-Vallier
CQ20156348	2015-09-11	Code municipal du Québec (dest.)	Guy Gosselin
			La Municipalité du Lac-Beauport
CQ20156475	2015-09-17	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalite de Saint-Pacôme
			Philippe Coté
CQ20156777	2015-10-06	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalite de Saint-Pacôme
			Philippe Coté
CQ20156829	2015-10-08	Code municipal du Québec (dest.)	Denis Ouellet
			Municipalité de Notre-Dame-des-Neiges
CQ20157736	2015-11-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Guylaine Thibault
			Ville de Lac-Delage
CQ20158222	2015-12-03	Code municipal du Québec (dest.)	Donald Groleau
			Municipalité de Saint-Agapit
CQ20158244	2015-12-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Raynald Martel
			Ville de Port-Cartier
CQ20158282	2015-12-09	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Saint-Tite-des-Caps
			Sébastien Pelletier
Nb: 48			

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom du client
CM20160093	2016-01-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Robert Labelle
			Ville de Gracefield
CM20160791	2016-02-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Julia Schroeder
			Ville de Hudson
CM20160882	2016-02-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Marie-Annick Charron
			Ville d'Otterburn Park
CM20161271	2016-02-25	Loi sur les cités et villes (susp.)	Daniel Deshaies
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles-Montréal-Est
CQ20160306	2016-01-20	Code municipal du Québec (dest.)	Angèle Brochu
			Municipalité de Beaumont
CQ20161066	2016-02-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Claude Ruest
			Ville de Baie-Comeau
Nb: 6			

Informations complémentaires à la fiche RP190

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP191X

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, FOURNIR UNE LISTE DÉTAILLÉE (NOM DE LA PERSONNE CONCERNÉE, NOM DE LA MUNICIPALITÉ, OBJET DE L'APPEL) DES REQUÊTES EN APPEL LOGÉES PAR UN SECRÉTAIRE, UN SECRÉTAIRE-TRÉSORIER OU UN CADRE MUNICIPAL DEVANT LA CRT.

État des plaintes déposées du 1er avril 2011 au 29 février 2016

Cas convoqués et assignés aux agents de relations du travail	11
Cas assignés aux commissaires	21
Cas inactifs à la demande des parties	37
Cas en délibéré	2
Décisions : accueillies	22
Décisions : désistements, règlements	242
Décisions : rejetées	29
Cas déférés aux tribunaux	14
Total	378

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 5 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP192

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D'ORDONNANCES RENDUES RELATIVEMENT À L'APPLICATION DES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET PRÉCISER LA NATURE DES ORDONNANCES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des relations du travail (CRT)

Pour la période du 1er avril 2015 au 29 février 2016, aucune ordonnance n'a été rendue relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 2 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP193

ÉVOLUTION DES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS DEPUIS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question concerne la Commission des relations du travail (CRT).

Voici les données provenant de la CRT pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015 :

Lois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable à la CRT	Délai total (en jours)	
Année 2015-2016					
Code du travail	50	64	104	176	2 338
Loi sur les normes du travail	247	323	260	374	2 223
Loi secteur des affaires sociales	30	30	42	51	6
Lois – Services essentiels	30	30	33	33	903
Lois – Construction et qualification professionnelle	89	124	165	260	112
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	89	90	84	118	80
Loi – Responsables d'un service de garde	72	138	86	228	12
Lois – Statut des artistes	109	109	109	109	1
Autres lois	136	250	319	412	127

[1] Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la CRT

.../2

Voici les données provenant des divisions relations du travail, services essentiels, et construction et qualification professionnelle du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1er janvier au 29 février 2016 :

Lois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT	Délai total (en jours)	
Année 2015-2016					
Code du travail	57	73	104	159	425
Loi sur les normes du travail	263	331	261	352	470
Loi instituant le Tribunal	109	122	101	120	17
Loi secteur des affaires sociales	0	0	0	0	0
Lois – Services essentiels	20	30	54	62	24
Lois – Construction et qualification professionnelle	82	129	93	210	19
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	12	12	10	10	3
Loi – Responsables d'un service de garde	0	0	0	0	0
Lois – Statut des artistes	640	653	640	654	4
Autres lois	168	213	281	398	31

[1] Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la vice-présidence relations du travail du TAT

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 5 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP194

DEPUIS L'ANNÉE 2011-2012, PAR MOIS, ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LES NORMES DU TRAVAIL, NOMBRE DE CONCILIATIONS PRÉDÉCISIONNELLES EFFECTUÉES ET RÉSULTATS (RÉUSSIES, NON RÉUSSIES OU NON CONCLUES), NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES ET RÉSULTATS (ACCUEILLIES, DÉSISTEMENTS, RÈGLEMENTS ET REJETÉES).

Cette question concerne la Commission des relations du travail (CRT).

Nombre de conciliations prédécisionnelles du 1er avril au 31 décembre 2015
Commission des relations du travail

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Loi sur les normes du travail	2015	Avril	105	30	135
		Mai	121	40	161
		Juin	74	42	116
		Juillet	96	24	120
		Août	53	17	70
		Septembre	96	26	122
		Octobre	115	39	154
		Novembre	111	30	141
		Décembre	94	22	116
Total			**865**	**270**	**1 135**
Code du travail	2015	Avril	15	20	35
		Mai	13	9	22
		Juin	15	15	30
		Juillet	8	8	16
		Août	7	2	9
		Septembre	31	9	40
		Octobre	26	8	34
		Novembre	18	9	27
		Décembre	14	3	17
Total			**147**	**83**	**230**

Nombre de conciliations prédécisionnelles du 1er janvier au 29 février 2016
Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Loi sur les normes du travail	2016	Janvier	89	37	126
		Février	113	32	145
Total			**202**	**69**	**271**
Code du travail	2016	Janvier	13	12	25
		Février	37	14	51
Total			**50**	**26**	**76**

Nombre de cas conclus, du 1er avril au 31 décembre 2015 :

Commission des relations du travail

Année	Mois	Décisions				
		Accueillies	Désistements	Règlements	Rejetées	Total
2015	Avril	228	214	109	50	601
	Mai	168	170	246	49	633
	Juin	170	151	223	57	601
	Juillet	593	161	210	59	1 023
	Août	357	159	116	32	664
	Septembre	133	175	194	58	560
	Octobre	161	186	147	48	542
	Novembre	194	158	175	51	578
	Décembre	143	153	238	67	601
Total		**2 147**	**1 527**	**1 658**	**471**	**5 803**

Nombre de cas conclus, du 1er janvier au 29 février 2016 :

Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Année	Mois	Décisions				
		Accueillies	Désistements	Règlements	Rejetées	Total
2016	Janvier	98	165	140	48	451
	Février	132	188	169	53	542
Total		**230**	**353**	**309**	**101**	**993**

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 5 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP194

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP194X

DEPUIS L'ANNÉE 2011-2012, PAR MOIS, ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LES NORMES DU TRAVAIL, NOMBRE DE CONCILIATIONS PRÉDÉCISIONNELLES EFFECTUÉES ET RÉSULTATS (RÉUSSIES, NON RÉUSSIES OU NON CONCLUES), NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES ET RÉSULTATS (ACCUEILLIES, DÉSISTEMENTS, RÈGLEMENTS ET REJETÉES).

Cette question concerne la Commission des relations du travail (CRT)

Nombre de conciliations prédécisionnelles, depuis l'année 2011-2012

Lois	Année	Nombre de cas en conciliation		
		Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Loi sur les normes du travail	2011-2012	1 066	229	1 295
	2012-2013	1 214	237	1 451
	2013-2014	1 271	347	1 618
	2014-2015	1 287	389	1 676
	2015-2016*	1 067	340	1 407
	Total	**5 905**	**1 542**	**7 447**
Code du travail	2011-2012	218	103	321
	2012-2013	220	65	285
	2013-2014	252	96	348
	2014-2015	289	94	383
	2015-2016*	197	110	307
	Total	**1 176**	**468**	**1 644**

Nombre de cas conclus depuis l'année 2011-2012

Année	Décisions				
	Accueillies	Désistements	Règlements	Rejetées	Total
2011-2012	2069	1770	1818	708	6365
2012-2013	1626	2175	1725	645	6171
2013-2014	2660	2177	2057	670	7564
2014-2015	1641	1877	2432	714	6664
2015-2016*	2377	1879	1968	572	6796
Total	**10 372**	**9 878**	**10 000**	**3 309**	**33 560**

* 1er avril 2015 au 29 février 2016

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 5 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP195

DEPUIS L'ANNÉE 2011-2012, PAR MOIS, PAR ARTICLE ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LA *LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL*, DÉLAI DE TRAITEMENT DES CAS RÉGLÉS (MÉDIANE ET MOYENNE)

Cette question ne concerne que la Commission des relations du travail (CRT)

Délai de traitement (jours) des cas réglés par mois, du 1er avril au 31 décembre 2015

Commission des relations du travail

Mois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Avril	38	49	70	169	284
Mai	51	75	85	202	282
Juin	80	129	230	343	251
Juillet	35	63	70	123	338
Août	42	66	103	152	207
Septembre	59	100	110	151	229
Octobre	55	73	99	140	247
Novembre	44	56	82	120	231
Décembre	67	71	103	183	269
Loi sur les normes du travail					
Avril	258	320	254	371	188
Mai	244	330	249	370	306
Juin	245	330	263	377	233
Juillet	238	308	244	358	267
Août	248	323	307	456	189
Septembre	249	327	252	373	273
Octobre	243	318	259	388	228
Novembre	238	300	251	342	245
Décembre	269	345	271	355	294

[1] Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1er avril au 31 décembre 2015 selon les principaux articles

Commission des relations du travail

Mois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	64	153	94	248	94
Article 25 - champ libre*	29	29	37	51	224
Article 25 - conflit*	30	30	41	43	71
Article 39 - statut de salarié*	99	244	335	537	141
Article 39 - modification*	21	38	48	69	562
Article 41 - révocation*	28	28	32	51	73
Article 45 - transmission*	25	26	40	56	171
Article 47.3 - renvoi*	155	193	183	270	140
Articles 114, 118 et 119 - avec accréditation*	50	128	99	236	116
Articles 114, 118 et 119 - sans accréditation*	62	218	127	317	7
Loi sur les normes du travail					
Article 79.1 - plainte (maladie ou accident)*	250	330	253	356	318
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	219	325	246	375	20
Article 122 - plainte*	252	316	260	376	430
Article 122.1 - (retraite)*	297	358	349	426	12
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	163	246	233	353	278
Article 124 - plainte congédiement*	253	337	270	387	1129
Article 128 - indemnité*	184	259	219	292	28

Article 16 - congédiement CT : plainte en mesures disciplinaires – congédiement

Article 25 - champ libre CT : requête en accréditation, champ libre

Article 25 - conflit CT : requête en accréditation, conflit

Article 39 - statut de salarié CT : requête en interprétation et statut de salarié

Article 39 - modification CT : requête en modification d'accréditation

Article 41 - révocation CT : requête en révocation d'accréditation

Article 45 - transmission CT : requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)

Article 123.6 - harcèlement psychologique LNT: plainte pour harcèlement psychologique

Article 124 LNT: plainte en congédiement sans cause juste et suffisante

Article 128 - indemnité LNT: requête pour fixation d'indemnité

[1] Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la CRT

Délai de traitement (jours) des cas réglés par mois, du 1er janvier au 29 février 2016

Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Mois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	
Code du travail					
Janvier	268	344	275	363	229
Février	249	322	249	342	241
Loi sur les normes du travail					
Janvier	49	60	92	119	179
Février	61	78	113	189	246

[1] Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas de la VPRT-TAT.

Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1er janvier au 29 février 2016 selon les principaux articles

Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Mois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à VPRT-TAT	Délai total	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	48	96	170	508	15
Article 25 - champ libre*	38	40	42	49	40
Article 25 - conflit*	34	34	36	37	23
Article 39 - statut de salarié*	119	183	184	351	20
Article 39 - modification*	36	38	53	65	97
Article 41 - révocation*	42	42	39	39	15
Article 45 - transmission*	20	20	42	57	32
Article 47.3 - renvoi*	164	176	202	237	25
Loi sur les normes du travail					
Article 79.1 - plainte (maladie ou accident)*	252	310	225	305	72
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	143	231	133	195	4
Article 122 - plainte*	264	322	243	312	77
Article 122.1 - (retraite)*	299	318	394	456	4
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	198	289	233	343	53
Article 124 - plainte congédiement*	274	352	285	382	251
Article 128 - indemnité*	189	292	215	292	9

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT.
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 2 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP195

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP195X

DEPUIS L'ANNÉE 2011-2012, PAR MOIS, PAR ARTICLE ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LA *LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL*, DÉLAI DE TRAITEMENT DES CAS RÉGLÉS (MÉDIANE ET MOYENNE)

Cette question concerne la Commission des relations du travail (CRT)

Délai de traitement (jours) des cas réglés par mois, du 1er avril 2011 au 29 février 2016

Lois / Année	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Loi sur les normes du travail					
2011-2012	171	270	194	337	2 573
2012-2013	202	323	229	372	2 617
2013-2014	265	372	266	394	3 017
2014-2015	245	333	251	363	3 213
2015-2016*	250	325	260	370	2 693
Code du travail					
2011-2012	64	78	103	169	3 337
2012-2013	51	74	98	197	2 978
2013-2014	67	82	111	185	4 033
2014-2015	52	67	104	164	2 960
2015-2016*	51	66	104	173	2 763

* 1er avril 2015 au 29 février 2016

[1] Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la CRT

.../2

Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1er avril 2011 au 29 février 2016 selon les principaux articles					
Mois	Médiane[1]		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	63	228	122	383	676
Article 25 - champ libre*	31	32	42	53	1458
Article 25 - conflit*	34	34	45	49	556
Article 39 - statut de salarié*	112	267	253	443	1104
Article 39 - modification*	31	41	60	78	3819
Article 41 - révocation*	67	67	65	69	1685
Article 45 - transmission*	24	24	44	57	882
Article 47.3 - renvoi*	157	189	183	263	874
Articles 114, 118 et 119 - avec accréditation*	47	99	120	237	755
Articles 114, 118 et 119 - sans accréditation*	54	115	297	417	65
Loi sur les normes du travail					
Article 79.1 - plainte (maladie ou accident)*	220	317	225	337	2027
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	186	309	214	362	158
Article 122 - plainte*	236	324	247	366	2664
Article 122.1 - (retraite)*	251	349	288	406	78
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	181	285	217	353	1857
Article 124 - plainte congédiement*	232	341	252	382	7131
Article 128 - indemnité*	171	272	200	332	177

[1] Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la CRT

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP196

BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA CRT DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Pour la période du 1er avril au 31 décembre 2015

CRT	**2015-2016**
Rémunération	**14 510 700 $**
Fonctionnement	
Transport et communications	463 800
Services professionnels et auxiliaires	1 666 600
Loyers	1 871 300
Fournitures et approvisionnement	75 000
Service de la dette	0
Autres	0
Amortissement	533 100
Total Fonctionnement	**4 609 800 $**
GRAND TOTAL	**19 120 500 $**

Budget de fonctionnement selon le décret.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 5 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP196

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP196X

BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA CRT DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

CRT	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Rémunération	**11 930 000 $**	**12 830 000 $**	**13 615 200 $**
Fonctionnement			
Transport et communications	515 000	520 000	533 186
Services professionnels et auxiliaires	2 038 100	1 925 000	1 684 214
Loyers	1 825 000	1 980 000	1 926 300
Fournitures et approvisionnement	110 000	85 000	111 600
Service de la dette	0	0	0
Autres	120 000	0	0
Amortissement	400 000	510 000	568 200
Total Fonctionnement	**5 008 100**	**5 020 000**	**4 823 500**
Grand total	**16 938 100 $** [1]	**17 850 000 $**	**18 613 900 $**

CRT	2014-2015	2015-2016 [2]
Rémunération	**15 447 500 $**	**14 510 700 $**
Fonctionnement		
Transport et communications	533 300	463 800
Services professionnels et auxiliaires	1 597 355	1 666 600
Loyers	1 889 845	1 871 300
Fournitures et approvisionnement	100 000	75 000
Service de la dette	0	0
Autres	0	0
Amortissement	445 100	533 100
Total Fonctionnement	**4 565 600**	**4 609 800**
Grand total	**20 013 100 $**	**19 120 500 $**

[1] La CRT s'est vu octroyer un budget additionnel de 1 438 100 $ en 2011-2012 à la suite de l'intégration du Conseil des services essentiels le 1er octobre 2011.

[2] Période du 1er avril au 31 décembre 2015.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP197

EFFECTIF DE LA CRT DEPUIS 2011-2012, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Nous vous référons à la réponse fournie à la question 11 pour la Commission des relations du travail.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 2 avril 2016

Informations complémentaires à la fiche RP197

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP197X

EFFECTIF DE LA CRT DEPUIS 2011-2012, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

2011-2012 : 123 employés

2012-2013 : 123 employés

2013-2014 : 135 employés*

2014-2015 : 127 employés

Au 31 décembre 2015 : 127 employés

* Nomination d'une vice-présidente et commissaire et 9 commissaires

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP198

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS 2011-2012 ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

Nous vous référons à la réponse fournie à la question 11 pour la Commission des relations du travail.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 2 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP199

DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE PLAINTES OU DE DEMANDES DÉPOSÉES EN VERTU DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE DES DROITS ET LIBERTÉS ET FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DE CELLES PORTANT PLUS PARTICULIÈREMENT SUR L'ARTICLE 46. STATISTIQUES SUR LE TYPE DE DOSSIERS ET TABLEAU DES RÉSULTATS.

Aucune telle plainte n'a été reçue à la Commission des relations du travail et aucune plainte ne sera jamais reçue au Tribunal administratif du travail (TAT) puisque les plaintes en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* sont déposées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 2 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP200

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CONCILIATEURS/MÉDIATEURS DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des relations du travail (CRT).

Au 31 décembre 2015 : 23 conciliateurs/médiateurs à la Commission des relations du travail.

Au 29 février 2016 : 23 conciliateurs/médiateurs à la Vice-présidence relations du travail du Tribunal administratif du travail

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 2 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP201

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR MÉDIATEURS/CONCILIATEURS, DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Cette question ne s'adresse qu'à la Commission des relations du travail (CRT).

Du 1er avril au 31 décembre 2015, les conciliateurs de la Commission des relations du travail ont tenu 1 161 séances de conciliation visant 1 500 dossiers, soit 65 dossiers par conciliateur.

Du 1er janvier au 29 février 2016, les conciliateurs de la Vice-présidence relations du travail du Tribunal administratif du travail ont tenu 282 séances de conciliation visant 372 dossiers, soit 16 dossiers par conciliateur.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION : Secrétariat et direction générale
VALIDATION: Bureau de la présidence
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP202

DEPUIS DÉCEMBRE 2014, NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES DU SECTEUR MUNICIPAL*.

La Commission des relations du travail n'a aucune compétence en vertu de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal.*

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION : Secrétariat et direction générale
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP203

NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE PRINCIPALEMENT QUANT AU FINANCEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES* (PL 57).

La Commission des relations du travail n'a aucune compétence en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées* (PL 57).

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT
COLLABORATION : Secrétariat et direction générale
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP204

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIFS ÉTANT RATTACHÉS, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS 2011-2012 ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

Pour la liste des bureaux et effectif, par région, de la Commission des relations du travail (CRT), nous vous référons à la question 11.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP205

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

VENTILATION DES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES RÉALISÉES À LA SUITE DE LA CRÉATION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.

Économies budgétaires 2016-2017

Honoraires des membres	4 640 000 $
Gestion / gouvernance	50 000 $
Frais de déplacements des membres	625 000 $
Rapatriement services administratifs	500 000 $
Dépenses diverses membres	165 000 $
TOTAL	**5 980 000 $**

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP206

COPIE DES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET RECHERCHES EN LIEN AVEC LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.

Une seule étude a été faite en lien avec la fusion. Il s'agit d'une évaluation des efforts à investir dans la solution SISTA (Système intégré de services des tribunaux administratifs) dans le but d'arrimer les activités de mission de la CRT à celles de la CLP. Le rapport de cette évaluation n'est toutefois pas encore produit.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP207

COÛTS ASSOCIÉS À LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.

Voir également la réponse à la question RP214.

ACTIVITÉ	COÛT
Analyse d'impact en RI-CRT-CSPQ	24 718,00 $
Suivi analyse d'impact-CSPQ	146 000,00 $
Mise-à-niveau GRT pour le TAT-MTESS	217 000,00 $
Phase 1-Locaux 500 RL-SQI	3 100,00 $
Plan CSPQ 500RL-9ième	2 592,50 $
Signalisation SQI	12 600,00 $
Pancartes TAT - internes	5 880,00 $
Cartes professionnelles	3 600,00 $
Services-conseil NeuroDesign-David Adams	200,00 $
Libéo-Page Web - transitoire	2 220,00 $
Démarrage site WEB TAT (LIBÉO)	2 550,00 $
Nouvelle image TAT	3 800,00 $
Paraposte-image	1 705,00 $
Installation Lien réseau CRT MTL	1 150 $
Installation Lien réseau CRT QC	1 150 $
Étiquettes claviers	784,70 $
SOUS-TOTAL DIVERS	**429 050,20 $**
Serveurs HP Proliant (2)	10 996,00 $
Ordinateurs table (30)	24 180,00 $
Switch Brocade	19 974,00 $
Câbles RJ45 - 1000baseT	1 776,00 $
Ordinateurs table (30)	24 180,00 $
Portatifs proBook HP	21 486,00 $
Portatifs proBook HP	20 053,60 $
Station accueil	3 976,00 $
Portatifs proBook HP	8 594,40 $
Station accueil	5 964,00 $
Disques serveurs CRT-QC	1 530,00 $
SOUS-TOTAL ÉQUIPEMENTS	**142 710,00 $**

.../2

(suite)

Licences Lotus Notes (100)	9 133,00 $
Licences NOD 32 Anti-Virus	3 638,72 $
ZenWorks-licences	9 804,90 $
Novell OES 11-licences	13 998,75 $
Licences Antidote 8	4 110,00 $
Outil de migration-courriel*	2 270,40 $
SOUS-TOTAL LOGICIELS	**42 955,77 $**
TOTAL TECHNOLOGIES (équipements + logiciels)	**185 665,77 $**
TOTAL	**614 715,97 $**

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP208

IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR LE NIVEAU D'EFFECTIFS, EXPRIMÉ EN ETC, EN NOMBRE D'EMPLOYÉS, VENTILÉ PAR TYPE D'EMPLOI.

Voici les données relatives à la période du 1er avril au 31 décembre 2015 pour la CLP:

	Cadres	Professionnels	Techniciens et assimilés	Personnel de bureau	Ouvriers et agents de la paix
Hommes					
– de 35 ans			1	1	1
+ de 35 ans	5	54	7	7	1
Femmes					
– de 35 ans		2	2	12	
+ de 35 ans	2	54	41	84	
Autochtones					
– de 35 ans				1	
+ de 35 ans		1			
Communautés culturelles					
– de 35 ans				2	
+ de 35 ans	1	2	6	11	
Anglophones					
– de 35 ans					
+ de 35 ans		2	1		
Personnes handicapées					
– de 35 ans			1		
+ de 35 ans		4		1	

.../2

Voici les données relatives à la période du 1er avril au 31 décembre 2015 pour la CRT:

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge
(données au 31 décembre 2015)

Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	1	1,1	2	2,2	3	3,4
TOTAL	**1**	**1,1**	**2**	**2,2**	**3**	**3,4**

Professionnels						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	2	2,2	1	1,1	3	3,4
35 ans et plus	11	12,4	30	33,7	41	46,1
TOTAL	**13**	**14,6**	**31**	**34,8**	**44**	**49,4**

Fonctionnaires						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	1	1,1	1	1,1	2	2,2
35 ans et plus	2	2,2	38	42,7	40	44,9
TOTAL	**3**	**3,4**	**39**	**43,8**	**42**	**47,2**

TOTAL						
Groupes d'âge	**Hommes**	**%**	**Femmes**	**%**	**Total**	**%**
- de 35 ans	3	3,4	2	2,2	5	5,6
35 ans et plus	14	15,7	70	78,7	84	94,4
TOTAL	**17**	**19,1**	**72**	**80,9**	**89**	**100,0**

Répartition des membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge
(données au 31 décembre 2015)

Personnel d'encadrement				
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**	**Anglophones**	**Autochtones**	**Communautés culturelles**
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	0
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**

Professionnels				
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**	**Anglophones**	**Autochtones**	**Communautés culturelles**
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	1
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**1**

.../3

Fonctionnaires				
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**	**Anglophones**	**Autochtones**	**Communautés culturelles**
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	9
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**9**

TOTAL								
Groupes d'âge	**Personnes handicapées**		**Anglophones**		**Autochtones**		**Communautés culturelles**	
	Nbre	**%**	**Nbre**	**%**	**Nbre**	**%**	**Nbre**	**%**
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	0	0,0	0	0,0	0	0,0	10	11,2
TOTAL	**0**	0,0	**0**	**0,0**	**0**	0,0	**10**	**11,2**

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP209

PRÉCISER L'IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR LE NOMBRE DE POSTES CRÉÉS, ABOLIS ET TRANSFÉRÉS, DÉPARTS À LA RETRAITE, FINS DE POSTES, MISES EN DISPONIBILITÉ, NOMINATIONS.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n'a pas eu d'impact sur le nombre de nouveaux postes créés, abolis et transférés, les départs à la retraite ou les mises en disponibilité.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP210

NOMBRE ET MONTANT DES PRIMES DE DÉPART VERSÉES EN LIEN AVEC LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.

Aucune prime de départ n'a été versée en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP211

VENTILATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.

Du 1er janvier au 31 mars 2016 (3 mois) * :

Rémunération	**15 072 328 $**
Fonctionnement	
Transport et communications	700 200
Services professionnels et auxiliaires	1 748 824
Loyers	1 822 570
Fournitures et approvisionnement	121 307
Service de la dette	16 279
Autres	0
Amortissement	528 566
Total Fonctionnement	**4 937 746 $**
Grand total	**20 010 074 $**

* Le budget de fonctionnement est présenté selon les COF (3 mois) en incluant la provision maladie-vacances.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 7 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP212

VENTILATION DES DÉPENSES ALLOUÉES À LA RÉMUNÉRATION PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.

Du 1er janvier au 29 février 2016 (2 mois) :

Rémunération de base – effectif régulier	7 011 692,20 $
Rémunération de base – effectif occasionnel	72 757,52 $
Rémunération de base – effectif étudiant-stagiaire	14 356,11 $
Heures supplémentaire – effectif régulier	12 308,40 $
Primes et indemnités de départ – effectif régulier	147 516,53 $
Primes et indemnités de départ – effectif occasionnel	2 376,73 $
Primes et indemnités de départ – étudiant-stagiaire	390,32 $
Contribution employeur – effectif régulier	1 261 282,87 $
Contribution employeur – effectif occasionnel	10 991,38 $
TOTAL	**8 533 672,00 $**

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP213

COPIE DES AVIS ET DIRECTIVES ÉMIS EN LIEN AVEC LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.

Aucun avis et aucune directive n'ont été émis.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP214

COÛTS ASSOCIÉS À LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL, NOTAMMENT :

a. la formation;
b. la publicité;
c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique;
d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement;
e. les baux résiliés et locaux vacants;
f. achat de matériel;
g. tout autre coût de transition.

Voir également la réponse fournie à la question RP207.

a. la formation : 0 $

b. la publicité :
- communiqué de presse : 13,75 $

c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique :
- remplacement des panneaux de signalisation : 16 800 $

d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement : 12 420 $

e. les baux résiliés et locaux vacants : Améliorations locatives de 1.4 million $ pour la fusion des locaux.

f. achat de matériel :
- nouvelle bannière Info-Tribunal : 110 $
- visuel pour parapost : 1 705 $

g. tout autre coût de transition :
- Création d'une page Web transitoire : 2 219,72 $
- Nouveau modèle de Power Point : 300 $
- Cérémonie d'inauguration du nouveau tribunal et assermentation de la présidente : 6 438,44 $

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 avril 2016

ANNEXE 1

(Question RP4)

Rapports mensuels au ministre du Travail

1er avril 2015 au 31 décembre 2015

Commission des lésions professionnelles
Québec

RAPPORT MENSUEL AU MINISTRE DU TRAVAIL

JANVIER 2016
(Données DÉCEMBRE 2015)

MISE EN CONTEXTE

Adoptée le 1er avril 1998, la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives* prévoit, à l'article 428, qu'à chaque mois, le président de la Commission des lésions professionnelles (CLP) doit transmettre au ministre responsable, outre ceux qui lui sont demandés par celui-ci, les renseignements suivants :

1 - le nombre de jours où des audiences ont été tenues et le nombre d'heures qui y ont été consacrées en moyenne;
2 - le nombre de remises accordées;
3 - la nature des affaires dans lesquelles une séance de conciliation a été tenue, leur nombre, ainsi que le nombre d'entre elles où un accord est intervenu entre les parties;
4 - la nature des affaires entendues, leur nombre, ainsi que les endroits et dates où elles l'ont été;
5 - la nature des affaires prises en délibéré, leur nombre, ainsi que le temps consacré aux délibérés;
6 - le nombre de décisions rendues;
7 - le nombre de décisions rendues qui ont pour effet de confirmer ou d'infirmer un avis du membre du Bureau d'évaluation médicale;
8 - le temps consacré aux instances à partir du dépôt de la requête introductive jusqu'au début de l'instruction et jusqu'à ce que la décision soit rendue.

PRÉSENTATION DU DOCUMENT

LE DOCUMENT COMPREND DIX TABLEAUX. LES HUIT PREMIERS CORRESPONDENT AUX ÉLÉMENTS SPÉCIFIÉS PAR LA LOI. LES NEUVIÈME ET DIXIÈME TABLEAUX ONT ÉTÉ AJOUTÉS POUR DONNER UNE IDÉE PLUS EXACTE DES RÉSULTATS EN CONCILIATION.

TABLEAU 1 : NOMBRE DE JOURS D'AUDIENCES TENUES ET MOYENNE D'HEURES QUI Y ONT ÉTÉ CONSACRÉES

TABLEAU 2 : NOMBRE DE REMISES ACCORDÉES

TABLEAU 3 : NOMBRE DE SÉANCES DE CONCILIATION TENUES. Dans ce tableau, la colonne « NBR » indique le nombre de dossiers pour lesquels une séance de conciliation s'est tenue. Les résultats de ces séances sont des désistements, des ententes ou des retours au rôle. Dans la colonne « ENT », le tableau indique, parmi ces dossiers qui ont fait l'objet d'une séance de conciliation, le nombre de ceux qui ont été réglés par une entente.

TABLEAU 4 : NATURE DES AFFAIRES ENTENDUES. Ce tableau indique le nombre d'auditions tenues sur le fond, le tout classé selon la division et la direction régionale concernées.

TABLEAU 5 : NATURE DES AFFAIRES PRISES EN DÉLIBÉRÉ. Dans ce tableau, on retrouve le nombre de dossiers fermés à la suite d'une décision sur le fond et la durée moyenne du délibéré dans ces dossiers.

TABLEAU 6 : NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES. Ce tableau indique le nombre de dossiers fermés à la suite d'une décision sur le fond, d'une requête ou d'une entente.

TABLEAU 7 : **NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES CONFIRMANT / INFIRMANT/ MODIFIANT LE BEM.** Dans ce tableau, la colonne « CONF » indique le nombre de décisions, sur le fond ou à la suite d'une entente, confirmant l'avis du BEM. La colonne « INF » indique le nombre de décisions qui infirment cet avis, et la colonne « MOD » indique le nombre de décisions qui modifient l'avis du BEM, c'est-à-dire qui le confirment en partie.

TABLEAU 8 : **DÉLAI IMPUTÉ AU TRIBUNAL.** Dans ce tableau, la colonne « - » indique le délai moyen (en jours) écoulé entre le dépôt de la contestation et la décision sur le fond, sans tenir compte des remises demandées par les parties. La colonne « + » indique ce même délai en tenant compte des remises.

TABLEAU 9 : **NOMBRE DE DÉSISTEMENTS ATTRIBUABLES À LA CONCILIATION.** L'activité de conciliation peut conduire à la fermeture des dossiers de deux façons : soit par une entente ou par un désistement. Alors que le tableau 3 indique le nombre de dossiers réglés par une entente, qui sera entérinée par le tribunal, le tableau 9 présente le nombre de désistements qui découlent de l'activité de conciliation. Nous obtenons ainsi une meilleure indication de la performance en conciliation.

TABLEAU 10 : **NOMBRE DE TRANSACTIONS RELIÉES À LA CONCILIATION.** Le tableau 10 présente le nombre de transactions conclues en vertu du code civil du Québec et qui ont accompagné certains désistements ou ententes résultant de l'activité de conciliation.

Rapport du ministre
Sommaire
(DÉCEMBRE 2015)

Tableau 1 **Nombre de jours d'audience tenue et moyenne d'heures qui y ont été consacrées**

Jours	Heures
18	1,87

Tableau 2 **Nombre de remises accordées**

Nombre de remises
899

Tableau 3 **Séances de conciliation tenues**

Tenues	Ententes
1239	295

Tableau 4 **Nature des affaires entendues**

	Indemnisation			
Financement	Urg.	Prio.	Rég.	Total
40	71	220	78	409

Tableau 5 **Nature des affaires prises en délibéré**

	Indemnisation									
Financement	Urgent		Prioritaire		Régulier			Total		
Nbr.	Moy.	Nbr.	Moy.	Nbr.	Moy.	Nbr.	Moy.	Nbr.	Moy.
132	50	78	51	323	48	171	48	704	49

Tableau 6 **Nombre de décisions rendues**

Nombre
1041

Tableau 7 **Nombre de décisions rendues confirmant/infirmant BEM**

Confir.	Infirm.	Total
44	31	75

Tableau 8 **Délai imputé au tribunal**

Total		Mois	
(-)	(+)	(-)	(+)
201	349	6.61	11.49

La colonne « - » identifie le délai moyen (en jours) écoulé entre le dépôt de la contestation et la décision sur le fond, ne tenant aucunement compte des remises.
La colonne « + » identifie le délai moyen (en jours) écoulé entre le dépôt de la contestation et la décision, en tenant compte de l'impact des remises.

Tableau 1

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
EXERCICE FINANCIER 2015 - 2016
CLP

DÉCEMBRE 2015

NOMBRE DE JOURS D'AUDIENCES TENUES ET MOYENNE D'HEURES QUI Y ONT ÉTÉ CONSACRÉES[1]

NATURE	AVR		MAI		JUN		JUI		AOÛ		SEP		OCT		NOV		DÉC		JAN		FÉV		MAR		ANNUEL	
	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres
Financement	16	1,02	19	1,05	18	1,01	17	0,86	19	1,15	18	1,04	21	1,20	17	1,08	15	1,15	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**160**	1,07
Indemn. & Réparation																										
Urgent	19	2,39	20	2,63	21	2,22	18	2,44	16	1,77	19	2,43	19	2,73	17	2,75	16	2,57	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**165**	2,49
Prioritaire	18	1,97	20	2,08	21	2,01	21	1,46	20	1,41	21	2,00	21	2,09	19	2,08	17	2,02	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**178**	1,93
Régulier	17	1,22	20	1,30	21	1,15	21	0,85	19	0,90	21	0,95	20	1,23	19	1,19	15	1,16	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**173**	1,10
CLP	20	1,74	20	1,94	21	1,78	22	1,35	21	1,29	21	1,76	21	1,92	19	1,88	18	1,87	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**183**	1,75

LIEU	AVR		MAI		JUN		JUI		AOÛ		SEP		OCT		NOV		DÉC		JAN		FÉV		MAR		ANNUEL	
	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres	Jrs	Hres
Abitibi-Témiscamingue	8	0,76	12	1,86	13	0,96	5	1,06	9	1,26	5	1,33	11	1,59	6	0,85	7	1,60	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**76**	1,27
Bas-Saint-Laurent	7	1,67	9	1,33	14	1,72	12	1,43	9	1,55	11	2,30	12	1,91	10	2,66	5	1,36	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**89**	1,81
Côte-Nord	7	1,59	4	2,53	2	1,17	5	3,02	5	1,34	4	2,80	9	1,91	5	2,80	9	2,43	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**50**	2,15
Gaspésie	3	1,19	4	2,36	9	1,81	1	2,75	7	0,91	9	1,38	7	2,17	2	0,74	7	2,37	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**49**	1,70
Mauricie	10	2,57	15	2,05	14	1,68	6	1,14	6	1,85	15	1,42	6	1,59	14	2,10	7	1,36	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**93**	1,83
Centre-du-Québec	13	2,34	12	2,07	17	2,16	12	1,10	10	1,39	10	1,73	13	2,31	12	1,50	9	1,51	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**108**	1,87
Chaudière-Appalaches	19	1,33	18	1,82	13	1,90	20	1,20	14	1,30	14	2,04	15	1,93	15	1,49	13	1,91	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**141**	1,64
Estrie	15	1,63	15	1,31	17	1,22	14	0,94	9	0,84	10	2,09	16	1,78	8	1,87	12	1,67	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**116**	1,46
Lanaudière	16	1,53	15	2,11	15	2,05	16	1,83	18	0,97	16	1,81	18	2,10	13	1,66	11	1,83	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**138**	1,76
Québec	18	2,17	18	1,90	16	1,92	18	1,31	12	1,04	18	1,50	16	2,16	15	1,88	18	1,84	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**149**	1,79
Saguenay-Lac-Saint-Jean	16	1,42	11	1,26	13	1,41	5	1,45	5	0,88	14	1,06	9	1,10	15	1,26	11	1,60	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**99**	1,30
Yamaska	14	1,88	14	2,40	14	2,30	9	1,32	13	1,55	12	1,68	12	2,55	12	2,52	7	2,38	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**107**	2,05
Laurentides	17	1,79	18	2,15	15	1,30	17	1,05	12	1,08	16	1,74	13	1,19	15	1,58	12	1,82	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**135**	1,56
Laval	17	2,06	16	2,19	18	1,68	12	1,48	7	1,41	18	2,03	17	2,04	14	1,95	12	1,46	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**131**	1,87
Longueuil	18	1,84	17	1,73	18	2,01	12	1,82	10	1,88	17	2,12	18	2,53	14	2,20	14	2,30	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**138**	2,04
Montréal	19	1,66	20	1,94	20	2,07	22	1,21	20	1,49	21	1,79	20	1,81	17	1,97	15	2,06	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**174**	1,79
Outaouais	12	1,55	14	2,35	7	2,26	8	1,55	12	1,27	13	1,92	10	1,96	8	1,92	6	1,30	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**90**	1,81
Richelieu	10	1,38	15	1,97	14	1,36	13	1,25	3	1,99	13	1,24	16	2,14	13	1,89	10	1,85	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**107**	1,69
Salaberry	12	2,03	15	1,98	12	1,27	14	1,56	4	0,94	12	1,56	17	1,59	11	2,56	7	1,54	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**104**	1,70
CLP	20	1,74	20	1,94	21	1,78	22	1,35	21	1,29	21	1,76	21	1,92	19	1,88	18	1,87	0	0,00	0	0,00	0	0,00	**183**	1,75

La colonne « JRS » identifie le nombre de jours que la CLP a tenu des audiences sur le fond.
La colonne « HRES » identifie la durée moyenne en heures des audiences tenues sur le fond.

(1) Référence: a. 428 (1°) LATMP

Tableau 2

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
EXERCICE FINANCIER 2015 - 2016
CLP

DÉCEMBRE 2015

NOMBRE DE REMISES ACCORDÉES[1]

NATURE	AVR	MAI	JUN	JUI	AOÛ	SEP	OCT	NOV	DÉC	JAN	FÉV	MAR	TOTAL
Financement	86	67	67	73	50	54	77	71	56	0	0	0	**601**
Indemn. & Réparation													
Urgent	97	112	91	87	62	85	108	85	96	0	0	0	**823**
Prioritaire	578	700	779	760	474	624	695	623	648	0	0	0	**5881**
Régulier	88	103	119	97	63	90	92	108	99	0	0	0	**859**
TOTAL	**849**	**982**	**1056**	**1017**	**649**	**853**	**972**	**887**	**899**	**0**	**0**	**0**	**8164**

LIEU	AVR	MAI	JUN	JUI	AOÛ	SEP	OCT	NOV	DÉC	JAN	FÉV	MAR	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	20	27	16	25	12	27	28	11	19	0	0	0	**185**
Bas-Saint-Laurent	9	14	16	21	17	22	21	11	25	0	0	0	**156**
Côte-Nord	6	5	4	4	2	5	13	11	8	0	0	0	**58**
Gaspésie	4	2	11	4	12	20	9	8	11	0	0	0	**81**
Mauricie	24	26	28	32	15	25	14	18	24	0	0	0	**206**
Centre-du-Québec	24	28	35	31	23	33	29	22	32	0	0	0	**257**
Chaudière-Appalaches	63	61	75	65	49	54	58	66	79	0	0	0	**570**
Estrie	27	36	50	17	11	9	32	38	36	0	0	0	**256**
Lanaudière	99	112	112	99	56	52	82	79	61	0	0	0	**752**
Québec	92	84	105	93	36	58	80	70	80	0	0	0	**698**
Saguenay-Lac-Saint-Jean	21	33	26	31	11	25	32	27	35	0	0	0	**241**
Yamaska	43	26	38	45	40	32	31	38	25	0	0	0	**318**
Laurentides	78	105	85	88	54	83	84	86	76	0	0	0	**739**
Laval	49	58	66	60	39	60	59	50	47	0	0	0	**488**
Longueuil	67	69	85	73	68	81	88	56	67	0	0	0	**654**
Montréal	147	185	205	267	141	186	221	199	191	0	0	0	**1742**
Outaouais	23	22	22	20	14	6	16	21	11	0	0	0	**155**
Richelieu	29	45	39	14	13	35	32	40	36	0	0	0	**283**
Salaberry	24	44	38	28	36	40	43	36	36	0	0	0	**325**
TOTAL	**849**	**982**	**1056**	**1017**	**649**	**853**	**972**	**887**	**899**	**0**	**0**	**0**	**8164**

(1) Référence: a. 428 (2°) LATMP

Direction des ressources informationnelles et matérielles

2016-01-15

Tableau 3

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016
CLP

DÉCEMBRE 2015

SÉANCES DE CONCILIATION TENUES[1]

NATURE	AVR		MAI		JUN		JUI		AOÛ		SEP		OCT		NOV		DÉC		JAN		FÉV		MAR		ANNUEL	
	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent
Financement	92	18	78	21	108	25	63	14	52	14	73	21	93	22	95	20	57	16	0	0	0	0	0	0	**711**	171
Indemn. & Réparation																										
Urgent	125	26	101	27	91	29	87	21	62	25	110	22	120	24	116	32	75	20	0	0	0	0	0	0	**887**	226
Prioritaire	1185	278	1126	221	1069	222	958	231	680	173	1217	300	1250	275	1122	290	861	204	0	0	0	0	0	0	**9468**	2194
Régulier	369	61	303	53	300	57	266	50	206	59	333	76	357	74	370	80	246	55	0	0	0	0	0	0	**2750**	565
TOTAL	1771	383	1608	322	1568	333	1374	316	1000	271	1733	419	1820	395	1703	422	1239	295	0	0	0	0	0	0	**13816**	3156

LIEU	AVR		MAI		JUN		JUI		AOÛ		SEP		OCT		NOV		DÉC		JAN		FÉV		MAR		ANNUEL	
	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent	Nbr	Ent
Abitibi-Témiscamingue	45	14	31	4	28	2	21	1	30	3	46	13	25	4	35	11	13	1	0	0	0	0	0	0	**274**	53
Bas-Saint-Laurent	41	10	32	8	38	10	64	17	21	5	55	17	48	13	29	8	27	6	0	0	0	0	0	0	**355**	94
Côte-Nord	11	1	38	4	18	4	8	3	7	3	29	11	45	11	35	3	29	4	0	0	0	0	0	0	**220**	44
Gaspésie	39	16	10	0	12	3	17	4	12	0	17	11	39	21	7	3	13	2	0	0	0	0	0	0	**166**	60
Mauricie	60	6	66	20	65	19	43	16	37	24	34	5	62	13	49	8	39	14	0	0	0	0	0	0	**455**	125
Centre-du-Québec	55	7	21	7	39	9	21	11	33	11	26	7	56	8	26	9	25	8	0	0	0	0	0	0	**302**	77
Chaudière-Appalaches	61	11	65	17	83	10	64	17	53	15	103	26	99	27	87	28	58	20	0	0	0	0	0	0	**673**	171
Estrie	67	17	51	8	58	17	60	13	33	8	52	13	48	5	42	15	43	11	0	0	0	0	0	0	**454**	107
Lanaudière	197	37	183	37	158	28	153	39	113	39	152	43	195	45	172	45	113	21	0	0	0	0	0	0	**1436**	334
Québec	140	38	133	23	133	20	117	29	49	10	117	25	161	23	131	26	103	16	0	0	0	0	0	0	**1084**	210
Saguenay-Lac-Saint-Jean	36	4	19	3	34	9	35	7	13	1	47	11	61	13	58	8	23	6	0	0	0	0	0	0	**326**	62
Yamaska	49	14	63	22	65	14	63	15	37	15	56	13	50	4	50	20	39	9	0	0	0	0	0	0	**472**	126
Laurentides	117	29	106	36	124	42	80	19	88	25	101	37	110	23	115	33	103	27	0	0	0	0	0	0	**944**	271
Laval	95	24	106	20	85	23	95	24	56	15	122	27	103	25	95	18	98	22	0	0	0	0	0	0	**855**	198
Longueuil	152	28	90	11	107	38	70	10	73	22	125	35	122	29	79	22	79	28	0	0	0	0	0	0	**897**	223
Montréal	461	94	455	60	363	59	380	76	282	50	477	87	459	96	557	125	325	69	0	0	0	0	0	0	**3759**	716
Outaouais	36	4	43	14	37	5	24	2	4	0	26	2	30	7	39	12	25	4	0	0	0	0	0	0	**264**	50
Richelieu	63	18	37	10	62	12	15	1	19	10	74	13	47	9	59	20	39	16	0	0	0	0	0	0	**415**	109
Salaberry	46	11	59	18	59	9	44	12	40	15	74	23	60	19	38	8	45	11	0	0	0	0	0	0	**465**	126
TOTAL	1771	383	1608	322	1568	333	1374	316	1000	271	1733	419	1820	395	1703	422	1239	295	0	0	0	0	0	0	**13816**	3156

La colonne « NBR » identifie le nombre de dossiers pour lesquels une séance de conciliation s'est tenue. Les résultats de ces séances sont des désistements, des ententes ou des retours au rôle.
La colonne « ENT » identifie, parmi les séances de conciliation, le nombre de dossiers réglés par une entente, même si la décision sur entente survient plus tard dans le temps.

(1) Référence: a. 428 (3°) LATMP

Tableau 4

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
EXERCICE FINANCIER 2015 - 2016
CLP

DÉCEMBRE 2015

NATURE DES AFFAIRES ENTENDUES[1]

NATURE	AVR	MAI	JUN	JUI	AOÛ	SEP	OCT	NOV	DÉC	JAN	FÉV	MAR	TOTAL
Financement	91	66	44	49	58	64	95	80	40	0	0	0	**587**
Indemn. & Réparation													
Urgent	89	103	78	57	34	73	86	83	71	0	0	0	**674**
Prioritaire	256	336	274	220	189	270	310	236	220	0	0	0	**2311**
Régulier	114	96	112	126	82	86	78	87	78	0	0	0	**859**
TOTAL	**550**	**601**	**508**	**452**	**363**	**493**	**569**	**486**	**409**	**0**	**0**	**0**	**4431**

LIEU	AVR	MAI	JUN	JUI	AOÛ	SEP	OCT	NOV	DÉC	JAN	FÉV	MAR	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	17	18	18	8	9	6	15	9	10	0	0	0	**110**
Bas-Saint-Laurent	12	12	20	19	23	20	20	16	7	0	0	0	**149**
Côte-Nord	10	5	3	5	7	6	14	7	13	0	0	0	**70**
Gaspésie	4	7	16	1	11	13	10	5	10	0	0	0	**77**
Mauricie	18	19	22	8	11	20	9	19	9	0	0	0	**135**
Centre-du-Québec	20	19	23	13	12	15	20	20	10	0	0	0	**152**
Chaudière-Appalaches	43	44	27	37	29	27	36	28	27	0	0	0	**298**
Estrie	21	35	21	23	16	16	26	13	20	0	0	0	**191**
Lanaudière	48	51	34	43	50	30	57	33	35	0	0	0	**381**
Québec	59	50	45	46	25	53	43	47	46	0	0	0	**414**
Saguenay-Lac-Saint-Jean	31	16	27	8	8	24	14	22	20	0	0	0	**170**
Yamaska	21	20	23	17	21	15	15	17	11	0	0	0	**160**
Laurentides	44	51	28	40	28	27	35	41	32	0	0	0	**326**
Laval	25	31	26	23	12	32	37	30	23	0	0	0	**239**
Longueuil	34	48	32	21	17	35	36	26	29	0	0	0	**278**
Montréal	91	104	93	91	51	99	111	105	77	0	0	0	**822**
Outaouais	16	28	9	12	24	19	13	9	8	0	0	0	**138**
Richelieu	20	24	20	21	4	16	26	23	14	0	0	0	**168**
Salaberry	18	23	24	20	5	20	32	17	10	0	0	0	**169**
TOTAL	**550**	**601**	**508**	**452**	**363**	**493**	**569**	**486**	**409**	**0**	**0**	**0**	**4431**

Ce chiffre identifie le nombre d'auditions tenues sur le fond, le tout classé selon la division et la direction régionale concernées.

(1) Référence: a. 428 (4°) LATMP

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
EXERCICE FINANCIER 2015-2016
CLP

DÉCEMBRE 2015

NATURE DES AFFAIRES PRISES EN DÉLIBÉRÉ[1]

NATURE	AVR		MAI		JUN		JUI		AOÛ		SEP		OCT		NOV		DÉC		JAN		FÉV		MAR		ANNUEL	
	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy
Financement	114	38	125	35	126	52	148	54	98	50	149	60	179	54	160	44	132	50	0	0	0	0	0	0	**1230**	49
Indemn. & Réparation																										
Urgent	61	55	60	46	69	55	72	61	50	54	52	60	49	49	59	45	78	51	0	0	0	0	0	0	**550**	53
Prioritaire	280	45	301	42	345	45	338	43	242	55	319	56	296	56	319	42	323	48	0	0	0	0	0	0	**2763**	48
Régulier	149	40	149	35	163	45	186	42	138	59	196	54	142	58	161	45	171	48	0	0	0	0	0	0	**1455**	47
CLP	604	43	635	39	703	47	744	47	528	55	716	57	666	55	699	43	704	49	0	0	0	0	0	0	**5998**	48

LIEU	AVR		MAI		JUN		JUI		AOÛ		SEP		OCT		NOV		DÉC		JAN		FÉV		MAR		ANNUEL	
	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy	Nbr	Moy
Abitibi-Témiscamingue	20	86	15	42	22	49	13	67	12	81	18	64	12	64	12	82	15	84	0	0	0	0	0	0	**139**	68
Bas-Saint-Laurent	18	45	14	62	31	84	30	68	22	91	18	72	35	68	22	64	28	72	0	0	0	0	0	0	**218**	71
Côte-Nord	5	40	4	42	9	58	6	53	13	90	29	72	6	83	8	66	12	95	0	0	0	0	0	0	**92**	72
Gaspésie	6	53	8	42	13	99	9	97	19	87	15	68	20	105	22	69	16	102	0	0	0	0	0	0	**128**	84
Mauricie	17	11	23	43	34	47	26	36	11	24	26	28	24	42	20	22	19	25	0	0	0	0	0	0	**200**	33
Centre-du-Québec	20	156	27	65	19	49	23	43	23	49	23	74	16	69	15	31	25	49	0	0	0	0	0	0	**191**	65
Chaudière-Appalaches	57	46	40	38	28	41	39	38	38	45	67	53	53	52	44	47	55	36	0	0	0	0	0	0	**421**	45
Estrie	19	36	25	46	38	45	25	35	26	49	21	57	21	61	28	42	23	52	0	0	0	0	0	0	**226**	47
Lanaudière	38	68	52	39	48	40	62	45	39	36	80	41	58	30	66	42	50	43	0	0	0	0	0	0	**493**	42
Québec	67	35	54	24	62	45	68	33	47	32	68	43	60	49	56	40	61	50	0	0	0	0	0	0	**543**	39
Saguenay-Lac-Saint-Jean	28	31	25	25	26	36	28	37	15	41	15	42	33	35	22	20	21	36	0	0	0	0	0	0	**213**	33
Yamaska	30	19	20	26	32	27	29	57	15	16	22	44	16	67	25	30	22	38	0	0	0	0	0	0	**211**	35
Laurentides	48	28	60	27	52	37	51	36	34	28	41	69	49	61	48	25	42	30	0	0	0	0	0	0	**425**	37
Laval	30	34	35	62	31	61	50	52	26	49	23	66	36	77	41	49	34	57	0	0	0	0	0	0	**306**	56
Longueuil	40	37	59	34	45	31	46	54	26	54	40	35	48	46	37	30	62	41	0	0	0	0	0	0	**403**	40
Montréal	105	41	99	42	131	56	157	51	100	63	144	70	94	67	136	56	146	53	0	0	0	0	0	0	**1111**	56
Outaouais	20	23	19	34	24	36	17	36	27	18	10	30	20	30	27	56	20	36	0	0	0	0	0	0	**184**	34
Richelieu	19	46	21	31	33	42	23	32	9	70	33	79	37	58	27	32	29	39	0	0	0	0	0	0	**231**	48
Salaberry	17	42	35	56	25	44	42	59	26	154	23	58	28	37	43	32	24	52	0	0	0	0	0	0	**263**	58
CLP	604	43	635	39	703	47	744	47	528	55	716	57	666	55	699	43	704	49	0	0	0	0	0	0	**5998**	48

La colonne « NBR » identifie le nombre de dossiers fermés suite à une décision sur le fond.
La colonne « MOYN » identifie la durée moyenne du délibéré concernant ces mêmes dossiers fermés suite à une décision sur le fond.

(1) Référence: a. 428 (5°) LATMP

Tableau 6

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
EXERCICE FINANCIER 2015 - 2016
CLP

DÉCEMBRE 2015

NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES[1]

NATURE	AVR	MAI	JUN	JUI	AOÛ	SEP	OCT	NOV	DÉC	JAN	FÉV	MAR	TOTAL
Financement	134	152	156	167	119	174	202	181	150	0	0	0	**1435**
Indemn. & Réparation													
Urgent	87	91	97	97	75	79	74	91	98	0	0	0	**789**
Prioritaire	577	524	571	582	402	635	571	597	558	0	0	0	**5017**
Régulier	220	203	229	238	198	281	218	244	235	0	0	0	**2066**
TOTAL	**1018**	**970**	**1053**	**1084**	**794**	**1169**	**1065**	**1113**	**1041**	**0**	**0**	**0**	**9307**

LIEU	AVR	MAI	JUN	JUI	AOÛ	SEP	OCT	NOV	DÉC	JAN	FÉV	MAR	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	36	20	27	15	15	30	22	17	20	0	0	0	**202**
Bas-Saint-Laurent	28	22	41	47	25	40	49	32	33	0	0	0	**317**
Côte-Nord	6	8	15	8	17	40	17	13	15	0	0	0	**139**
Gaspésie	22	8	16	13	19	28	39	25	18	0	0	0	**188**
Mauricie	24	42	49	47	37	32	32	33	34	0	0	0	**330**
Centre-du-Québec	26	36	27	35	33	31	24	25	33	0	0	0	**270**
Chaudière-Appalaches	80	55	40	58	52	93	83	67	85	0	0	0	**613**
Estrie	36	36	53	39	34	34	26	43	34	0	0	0	**335**
Lanaudière	76	90	76	101	79	125	101	114	75	0	0	0	**837**
Québec	106	81	83	97	60	93	84	78	78	0	0	0	**760**
Saguenay-Lac-Saint-Jean	36	34	41	38	15	26	47	30	27	0	0	0	**294**
Yamaska	46	36	54	44	28	38	22	45	31	0	0	0	**344**
Laurentides	79	97	100	75	55	87	71	81	69	0	0	0	**714**
Laval	54	56	55	72	43	53	62	56	60	0	0	0	**511**
Longueuil	70	72	84	58	49	74	78	60	89	0	0	0	**634**
Montréal	203	158	185	236	145	239	185	258	232	0	0	0	**1841**
Outaouais	24	33	30	20	27	12	27	40	24	0	0	0	**237**
Richelieu	38	32	44	24	19	47	47	44	49	0	0	0	**344**
Salaberry	28	54	33	57	42	47	49	52	35	0	0	0	**397**
TOTAL	**1018**	**970**	**1053**	**1084**	**794**	**1169**	**1065**	**1113**	**1041**	**0**	**0**	**0**	**9307**

Ce chiffre identifie le nombre de dossiers fermés suite à une décision sur le fond, une requête ou une entente.

(1) Référence: a. 428 (6°) LATMP

Tableau 7

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
EXERCICE FINANCIER 2015 - 2016
CLP

DÉCEMBRE 2015

NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES CONFIRMANT / INFIRMANT / MODIFIANT LE BEM[1]

NATURE	AVR		MAI		JUN		JUI		AOÛ		SEP		OCT		NOV		DÉC		JAN		FÉV		MAR		ANNUEL		
	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Mod[2]
Financement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**0**
Indemn. & Réparation																											
Urgent	4	0	6	1	3	1	5	4	6	5	6	0	2	2	6	0	9	2	0	0	0	0	0	0	**47**	**15**	**43**
Prioritaire	19	8	26	13	31	11	21	14	28	10	39	17	18	19	33	22	34	28	0	0	0	0	0	0	**249**	**142**	**672**
Régulier	0	1	0	1	2	1	2	0	1	0	1	1	3	0	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	**12**	**5**	**26**
TOTAL	23	9	32	15	36	13	28	18	35	15	46	18	23	21	41	22	44	31	0	0	0	0	0	0	**308**	**162**	**741**
																									1211		

LIEU	AVR		MAI		JUN		JUI		AOÛ		SEP		OCT		NOV		DÉC		JAN		FÉV		MAR		ANNUEL		
	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Conf.	Inf.	Mod
Abitibi-Témiscamingue	0	0	1	0	1	0	1	0	1	0	1	0	0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	**7**	**1**	**8**
Bas-Saint-Laurent	3	0	0	1	1	1	2	2	2	2	4	2	1	0	1	0	2	3	0	0	0	0	0	0	**16**	**11**	**16**
Côte-Nord	0	0	1	0	2	0	0	0	2	1	1	2	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	**8**	**3**	**10**
Gaspésie	0	0	0	0	1	0	1	0	2	0	0	0	1	1	0	1	2	1	0	0	0	0	0	0	**7**	**3**	**5**
Mauricie	0	0	1	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**4**	**1**	**1**
Centre-du-Québec	2	1	2	0	1	1	0	1	5	0	1	0	1	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	**12**	**7**	**17**
Chaudière-Appalaches	1	1	1	1	4	0	2	0	3	1	8	2	4	1	2	2	3	2	0	0	0	0	0	0	**28**	**10**	**65**
Estrie	1	0	0	2	2	1	1	1	0	1	2	1	0	0	0	2	0	3	0	0	0	0	0	0	**6**	**11**	**19**
Lanaudière	3	0	0	0	0	0	1	2	0	1	4	0	0	1	5	0	2	1	0	0	0	0	0	0	**15**	**5**	**32**
Québec	3	0	3	1	2	1	2	0	1	1	2	2	1	1	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	**18**	**6**	**73**
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	**4**	**3**	**5**
Yamaska	0	0	1	0	2	0	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	**5**	**2**	**17**
Laurentides	1	1	3	1	1	3	3	1	2	1	1	0	1	2	2	1	1	1	0	0	0	0	0	0	**15**	**11**	**66**
Laval	0	0	5	1	1	2	2	0	2	0	1	0	1	2	1	2	2	1	0	0	0	0	0	0	**15**	**8**	**25**
Longueuil	3	0	4	0	5	0	1	1	2	0	5	0	1	3	3	0	3	2	0	0	0	0	0	0	**27**	**6**	**87**
Montréal	3	4	5	7	8	1	10	8	7	3	13	7	7	6	13	6	16	9	0	0	0	0	0	0	**82**	**51**	**225**
Outaouais	1	0	3	0	1	0	0	0	1	1	0	1	0	0	4	2	2	0	0	0	0	0	0	0	**12**	**4**	**5**
Richelieu	1	1	1	1	3	1	1	1	3	1	2	0	2	1	2	1	3	1	0	0	0	0	0	0	**18**	**8**	**21**
Salaberry	0	1	0	0	1	1	0	0	1	1	0	1	2	2	3	2	2	3	0	0	0	0	0	0	**9**	**11**	**44**
TOTAL	23	9	32	15	36	13	28	18	35	15	46	18	23	21	41	22	44	31	0	0	0	0	0	0	**308**	**162**	**741**
																									1211		

Remarque : Il y a lieu de préciser que les décisions confirmant, infirmant ou modifiant le BEM peuvent être rendues à la suite d'une audience ou à la suite d'une conciliation.[3]

Voici le détail des décisions rendues à la suite d'une audience :

- nombre de décisions confirmant le BEM : **279**
- nombre de décisions infirmant le BEM : **109**
- nombre de décisions modifiant le BEM : **188**

1 Référence: a. 428 (7°) LATMP

2 Afin de ne pas alourdir le document, le nombre de décisions et d'accords modifiant le BEM n'apparaît pas dans les colonnes mensuelles. Ces données sont cependant comptabilisées à chaque mois et le total est inscrit à la dernière colonne intitulée Annuel.

3 Quant aux décisions rendues à la suite d'une conciliation, **29** ont confirmé le BEM, **53** l'ont infirmé et **553** l'ont modifié.
Il faut souligner que l'activité de conciliation génère beaucoup plus de désistements que d'accords entérinés par une décision, ce qui a pour effet de confirmer l'avis du BEM.

Tableau 8

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
EXERCICE FINANCIER 2015 - 2016
CLP

DÉCEMBRE 2015

DELAI IMPUTÉ AU TRIBUNAL[1]

NATURE	AVR		MAI		JUN		JUI		AOÛ		SEP		OCT		NOV		DÉC		JAN		FÉV		MAR		ANNUEL	
	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)
Financement	182	216	183	243	222	286	222	275	200	262	226	282	200	257	196	252	206	250	0	0	0	0	0	0	205	259
Indemn. & Réparation																										
Urgent	179	309	166	312	169	308	194	388	204	432	190	337	172	352	170	335	176	399	0	0	0	0	0	0	180	356
Prioritaire	200	348	193	369	207	376	197	341	215	364	201	352	217	406	203	353	204	373	0	0	0	0	0	0	204	365
Régulier	212	318	215	316	199	304	208	319	214	321	203	304	208	289	208	380	213	333	0	0	0	0	0	0	208	320
CLP	196	313	191	328	203	340	204	331	210	350	205	326	206	344	198	333	201	349	0	0	0	0	0	0	201	335

LIEU	AVR		MAI		JUN		JUI		AOÛ		SEP		OCT		NOV		DÉC		JAN		FÉV		MAR		ANNUEL	
	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)	(-)	(+)
Abitibi-Témiscamingue	289	487	258	342	260	330	247	287	260	440	223	450	184	463	227	365	258	330	0	0	0	0	0	0	248	389
Bas-Saint-Laurent	211	262	244	324	274	386	295	374	296	433	260	349	254	319	253	309	268	380	0	0	0	0	0	0	265	353
Côte-Nord	245	440	293	348	319	339	237	334	273	382	335	444	365	457	244	290	347	386	0	0	0	0	0	0	307	393
Gaspésie	250	258	243	247	289	333	322	371	267	394	219	248	305	416	264	306	261	314	0	0	0	0	0	0	270	332
Mauricie	183	472	211	440	194	383	179	277	169	333	172	291	149	214	176	264	176	301	0	0	0	0	0	0	180	329
Centre-du-Québec	284	361	214	292	188	292	185	345	187	390	188	296	183	315	188	399	170	454	0	0	0	0	0	0	199	349
Chaudière-Appalaches	191	302	177	321	167	319	151	236	166	303	173	279	173	323	169	264	143	234	0	0	0	0	0	0	169	285
Estrie	192	270	181	287	182	267	191	243	207	322	228	334	222	293	167	282	195	265	0	0	0	0	0	0	194	283
Lanaudière	246	384	204	335	210	364	221	315	206	308	185	265	178	306	211	372	222	412	0	0	0	0	0	0	207	335
Québec	206	280	194	303	234	391	203	262	187	287	196	311	216	313	203	311	203	317	0	0	0	0	0	0	205	308
Saguenay-Lac-Saint-Jean	165	263	150	248	146	250	162	264	165	219	177	273	174	234	163	212	193	234	0	0	0	0	0	0	165	245
Yamaska	149	208	183	329	149	277	199	331	159	253	175	272	202	434	268	411	167	420	0	0	0	0	0	0	183	320
Laurentides	170	304	154	317	164	325	176	261	163	215	195	321	218	432	157	241	166	299	0	0	0	0	0	0	173	305
Laval	166	242	222	346	195	350	163	255	185	267	208	323	211	352	174	326	200	315	0	0	0	0	0	0	190	308
Longueuil	160	293	170	354	154	268	183	351	219	342	175	308	181	282	195	353	178	331	0	0	0	0	0	0	177	321
Montréal	191	316	165	307	217	391	204	454	201	367	215	373	215	400	201	380	201	419	0	0	0	0	0	0	202	384
Outaouais	176	442	233	402	222	354	228	402	263	518	243	399	203	381	246	520	191	373	0	0	0	0	0	0	224	429
Richelieu	207	276	218	335	177	318	221	285	231	298	230	389	224	362	153	267	241	354	0	0	0	0	0	0	210	328
Salaberry	189	304	225	382	227	302	265	352	303	616	205	290	197	373	196	317	229	321	0	0	0	0	0	0	228	362
CLP	196	313	191	328	203	340	204	331	210	350	205	326	206	344	198	333	201	349	0	0	0	0	0	0	201	335

La colonne « - » identifie le délai moyen (en jours) écoulé entre le dépôt de la contestation et la décision sur le fond, ne tenant aucunement compte des remises.
La colonne « + » identifie le délai moyen (en jours) écoulé entre le dépôt de la contestation et la décision, en tenant compte de l'impact des remises.

(1) Référence: a. 428 (8°) LATMP

Tableau 9

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
EXERCICE FINANCIER 2015 - 2016
CLP

DÉCEMBRE 2015

NOMBRE DE DÉSISTEMENTS ATTRIBUABLES À LA CONCILIATION

NATURE	AVR	MAI	JUN	JUI	AOÛ	SEP	OCT	NOV	DÉC	JAN	FÉV	MAR	TOTAL
Financement	59	42	65	45	29	44	55	62	37	0	0	0	**438**
Indemn. & Réparation													
Urgent	79	53	45	53	29	70	76	69	42	0	0	0	**516**
Prioritaire	733	733	697	608	437	726	780	717	539	0	0	0	**5970**
Régulier	245	198	192	172	111	190	221	243	159	0	0	0	**1731**
TOTAL	**1116**	**1026**	**999**	**878**	**606**	**1030**	**1132**	**1091**	**777**	**0**	**0**	**0**	**8655**

LIEU	AVR	MAI	JUN	JUI	AOÛ	SEP	OCT	NOV	DÉC	JAN	FÉV	MAR	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	29	18	16	19	19	17	12	18	5	0	0	0	**153**
Bas-Saint-Laurent	28	26	15	38	9	30	29	19	14	0	0	0	**208**
Côte-Nord	4	19	7	5	5	12	18	22	9	0	0	0	**101**
Gaspésie	16	9	5	14	6	6	12	7	6	0	0	0	**81**
Mauricie	29	30	31	17	7	21	17	31	17	0	0	0	**200**
Centre-du-Québec	29	18	23	12	23	23	26	27	7	0	0	0	**188**
Chaudière-Appalaches	39	36	46	36	32	49	59	44	28	0	0	0	**369**
Estrie	37	27	30	38	13	30	28	21	26	0	0	0	**250**
Lanaudière	119	113	101	80	58	81	137	107	77	0	0	0	**873**
Québec	96	102	99	88	40	67	120	87	83	0	0	0	**782**
Saguenay-Lac-Saint-Jean	24	19	20	14	13	23	33	42	13	0	0	0	**201**
Yamaska	37	37	40	35	23	40	34	24	23	0	0	0	**293**
Laurentides	76	54	68	57	43	45	63	63	69	0	0	0	**538**
Laval	61	59	57	52	37	68	67	69	58	0	0	0	**528**
Longueuil	109	64	60	52	49	70	75	56	43	0	0	0	**578**
Montréal	288	322	268	258	201	329	317	377	226	0	0	0	**2586**
Outaouais	25	26	26	16	2	21	20	23	19	0	0	0	**178**
Richelieu	40	17	43	14	9	54	31	34	22	0	0	0	**264**
Salaberry	30	30	44	33	17	44	34	20	32	0	0	0	**284**
TOTAL	**1116**	**1026**	**999**	**878**	**606**	**1030**	**1132**	**1091**	**777**	**0**	**0**	**0**	**8655**

Ce chiffre identifie le nombre de désistements attribuables à la conciliation.

Tableau 10

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
EXERCICE FINANCIER 2015 - 2016
CLP

DÉCEMBRE 2015

NOMBRE DE TRANSACTIONS RELIÉES À LA CONCILIATION

LIEU	AVR	MAI	JUN	JUI	AOÛ	SEP	OCT	NOV	DÉC	JAN	FÉV	MAR	TOTAL
Abitibi-Témiscamingue	10	11	3	8	8	11	3	9	0	0	0	0	**63**
Bas-Saint-Laurent	18	25	12	35	6	17	27	13	6	0	0	0	**159**
Côte-Nord	4	7	10	2	4	7	14	7	5	0	0	0	**60**
Gaspésie	11	8	2	13	0	9	10	7	3	0	0	0	**63**
Mauricie	18	22	22	11	21	6	9	20	16	0	0	0	**145**
Centre-du-Québec	31	8	21	15	14	14	18	10	11	0	0	0	**142**
Chaudière-Appalaches	13	26	26	19	18	30	38	36	21	0	0	0	**227**
Estrie	14	10	14	19	8	13	17	11	12	0	0	0	**118**
Lanaudière	65	53	62	66	51	57	59	66	52	0	0	0	**531**
Québec	56	45	47	51	21	41	64	49	41	0	0	0	**415**
Saguenay-Lac-Saint-Jean	6	7	16	10	6	12	24	10	8	0	0	0	**99**
Yamaska	24	37	24	26	33	20	19	15	26	0	0	0	**224**
Laurentides	38	38	57	37	20	39	35	43	38	0	0	0	**345**
Laval	40	24	20	23	16	29	32	22	34	0	0	0	**240**
Longueuil	58	20	46	23	12	23	31	24	33	0	0	0	**270**
Montréal	120	84	88	97	69	144	126	171	93	0	0	0	**992**
Outaouais	2	6	12	7	0	4	5	14	6	0	0	0	**56**
Richelieu	32	20	31	8	12	29	21	23	27	0	0	0	**203**
Salaberry	17	23	26	14	14	32	25	21	14	0	0	0	**186**
TOTAL	**577**	**474**	**539**	**484**	**333**	**537**	**577**	**571**	**446**	**0**	**0**	**0**	**4538**

Ce chiffre identifie le nombre de transactions reliées à la conciliation.

ANNEXE 2

(Question RP5)

Liste des formations

1er avril 2015 au 29 février 2016

Commision des lésions professionnelles

Pour la période du 1er avril 2015 au 31 décembre 2015

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2015-04-15 et 2015-04-16	Journées et formation professionnelles de l'AAPI	Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	1	Québec	399 $
2015-04-16 / 2015-04-23 / 2015-11-09	Formation sur le logiciel Syged	PG Solutions	3	Québec	170 $
Printemps 2015	Formation médicale - le genou et Initiation aux maladies pulmonaires professionnelles	Interne - VPQC	77	Montréal / Québec	- $
2015-04-24	La gestion des abonnements électroniques	ENAP	1	Montréal	250 $
2015-04-24 et 2015-11-19	Formation initiale du Comité LSST	Interne — VPQC	6	Montréal	- $
2015-04-27 au 2015-05-22	Formation initiale - conciliateurs	Interne — VPO	2	Bureaux de la CLP	- $
2015-04-27	Coaching	IC formation	1	Québec	250 $

Commision des lésions professionnelles

Pour la période du 1er avril 2015 au 31 décembre 2015

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2015-04-30	Conférence IGF Québec	IGF Québec	2	Québec	110 $
2015-05-13 et 2015-05-14	Assemblée des assesseurs	Interne — VPQC	20	Montréal	1 000 $
2015-05-14	Coût de reconnaissance par le Barreau du Québec des formations à l'interne	Barreau du Québec			700 $
2015-06-02	Conférences IGF Québec	IGF Québec	2	Québec	110 $
2015-06-02	Droit administratif - droit disciplinaire	Institut canadien	1	Montréal	895 $
Printemps 2015	Rencontre formation/cohérence	Interne — VPQC	124	Québec ou Montréal	2 716 $
Automne 2015	Anglais	Causerie anglaise	1	Trois-Rivières	275 $
Automne 2015	SAGIR	CSPQ	5	Québec ou Montréal	- $
Automne 2015	Tournée cohérence	Interne — VPQC	120	Bureaux de la CLP	- $

Commision des lésions professionnelles

Pour la période du 1er avril 2015 au 31 décembre 2015

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2015-10-22	Conférences IGF Québec	IGF Québec	2	Québec	110 $
2015-11-04	Osez régler autrement !	Institut de médiation et d'arbitrage du Québec	3	Montréal	1 050 $
2015-11-13	Journée de formation interdisciplinaire	Fédération des médecins spécialistes du Québec	1	Québec	- $
2015-11-18 et 2015-11-19	Congrès annuel	Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)	1	Montréal	394 $
2015-11-18 et 2015-11-19	Formation sur la mission de la Commission des relations du travail	Commission des relations du travail	50	Québec	- $
2015-11-24 et 2015-11-25	Assemblée des assesseurs	Interne — VPQC	18	Montréal	1 000 $
2015-11-24 et 2015-11-25	Assemblée des commissaires	Interne — VPQC	132	Montréal	1 143 $

Commision des lésions professionnelles

Pour la période du 1er avril 2015 au 31 décembre 2015

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2015-11-25 et 2015-11-26	Rencontre annuelle des conciliateurs	Interne — VPQC	38	Montréal	3 000 $
2015-11-27	Formation médicale - conciliateurs	Interne - VPQC	29	Montréal	- $
2015-11-26	Colloque en droit du travail patronal-syndical	Éditions Yvon Blais	1	Montréal	495 $
2015-12-01 et 2015-12-02	Formation sur la mission de la Commission des relations du travail	Commission des relations du travail	75	Montréal	- $
2015-12-04	Mise en contexte du nouveau Code de procédure civile	Association du jeune Barreau de Longueuil	1	Longueuil	30 $
2015-12-07 au 2016-01-15	Formation initiale - conciliateurs	Interne — VPO	3	Bureaux de la CLP	- $
2015-12-08	Présentation du nouveau canevas de décision	Interne - VPQC	12	Montréal	- $

Commision des lésions professionnelles

Pour la période du 1er avril 2015 au 31 décembre 2015

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
32 jours	Secourisme en milieu de travail	Sentinel inc.	16	Différentes régions du Québec	104 $
46 jours	Programme d'information et de planification de la retraite	CARRA/CÉGEP Marie-Victorin et Commission scolaire de la Capitale	23	Différentes régions du Québec	5 750 $
48 jours*	Droits de scolarité — formation universitaire	Établissements scolaires reconnus	13	Différentes régions du Québec	8 919 $
	TOTAL				28 870 $

* possibilité de libération avec traitement équivalente à deux journées par cours, par session, sur approbation du gestionnaire

Commission des relations du travail (CRT)

Pour la période du 1er avril 2015 au 31 décembre 2015

Date	Lieu	Nom de la formation	Formateur	Part	Coût
Avril	Montréal	Session de la planification de la retraite	Centre de placement et de formation des cadres	2	518,00 $
8 avril	Québec	Le code de déontologie des avocats fait peau neuve	Barreau du Québec	2	23,00 $
9- 10 avril	Montréal	Session de planification de la retraite	CARRA	3	1 250,00 $
24 avril	Québec	La gestion d'audience : les meilleures pratiques	Conférence des juges administratifs du Québec	1	74,73 $
6 mai	Québec	16e journée thématique GEGD	Groupe d'expertise en gestion des documents	1	---
12-13 mai	Montréal	Session de la planification de la retraite	CARRA	2	250,00 $
20 mai	Montréal	Personnalités difficiles	Barreau du Québec	8	1 697,00 $
29 mai	Québec	Modifications au cadre légal et normatif	Centre de Leadership et de développement	1	---
4-5 juin	Québec	La formation des secouristes en milieu de travail	Ambulances Saint-Jean	2	---
11 juin	Trois-Rivières	Colloque de la Commission	Divers conférenciers	71	2 138,53 $
3 juillet	Québec	Le code de déontologie fait peau neuve	Barreau du Québec	1	11,50 $
24 septembre	Drummondville	Colloque de la Commission	Divers conférenciers	38	1 236,64 $
2 octobre	Québec	Le code de déontologie fait peau neuve	Barreau du Québec	1	11,50 $
25-26 novembre	Montréal	Colloque de la Commission	Welch, Bussières Avocats et formateur interne	102	2 297,50 $
Printemps 2015	Québec	Cours d'anglais	TéléLangues	4	924,00 $
Hiver 2015	Québec	Cours en relations du travail	Université Laval	1	708,00 $
TOTAL					**11 395,40 $**

Tribunal administratif du travail
Du 1er janvier 2016 au 29 février 2016

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2016-01-11 et 2016-01-12	Évaluation des emplois de cadres de la fonction publique	Secrétariat du Conseil du trésor	1	Montréal	- $
2016-01-14	Nouveautés comptables	Contrôleur des finances	1	Québec	- $
2016-01-19	Savoir s'affirmer dans ses relations au travail et dans son rôle-conseil	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	2	Montréal	- $
2016-01 et 2016-02	Office 2013	CSPQ — Centre de leadership et de développement des compétences		Formation en ligne	- $
2016-02-26	Prévenir la chronicité: tout le monde y gagne	CSST	1	Québec	295 $
4 jours	Secourisme en milieu de travail	Sentinel inc.	2	Différentes régions du Québec	- $

Tribunal administratif du travail
Du 1er janvier 2016 au 29 février 2016

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
4 jours	Programme d'information et de planification de la retraite	CARRA/CÉGEP Marie-Victorin et Commission scolaire de la Capitale	2	Différentes régions du Québec	500 $
42 jours*	Droits de scolarité — formation universitaire	Établissements scolaires reconnus	14	Différentes régions du Québec	5 463 $
	TOTAL				6 258 $

* possibilité de libération avec traitement équivalente à deux journées par cours, par session, sur approbation du gestionnaire